

LETTRE AUX COMMUNAUTÉS

ÊTRE DE QUELQUE PART

**L'enjeu du numérique pour la vie en Église
Le territoire de jeunes de banlieue
Un diocèse sans territoire !**

COMMUNAUTÉ



MISSION DE FRANCE

281 - 2015

ÉDITORIAL Arnaud FAVART	1
L'ENJEU DU NUMÉRIQUE POUR LA VIE EN ÉGLISE Hervé GIRAUD	5
TERRITOIRE, IDENTITÉ ET CITOYENNETÉ Jean-Baptiste GRISON	9
LES MONTS DU LYONNAIS, UNE PETITE PART D'EUROPE Philippe ÉLUARD	17
LE TERRITOIRE DE JEUNES DE BANLIEUE Christophe RÉGIS	23
LA SOCIALISATION DES MIGRANTS PASSE-T-ELLE PAR L'INSCRIPTION DANS UN TERRITOIRE ? Jean-Yves CONSTANTIN	29
LEUR TERRITOIRE, C'EST LA MER Guy PASQUIER	35
DEUX PEUPLES PRISONNIERS L'UN DE L'AUTRE Alain Le NÉGRATE	43
LE TERRITOIRE, UNE RÉALITÉ DÉPASSÉE ? Nicolas RENARD	49
"DIVERSIFIER LA PRÉSENCE DE L'ÉGLISE" Henri-Jérôme GAGEY	57
UN DIOCÈSE SANS TERRITOIRE ! Jean-Marie PLOUX	63
LE LIEU CHRISTIQUE Pierre CHAMARD-BOIS	71
RÉSONANCES : ENCYCLIQUE LAUDATO SI' Dominique FONTAINE	77
1 LIVRE, 1 AUTEUR : LA VIE LIQUIDE Bernard MICHOLLET	81

Communauté Mission de France

La "LETTRE AUX COMMUNAUTÉS", revue bimestrielle de la Communauté Mission de France, est un lieu d'échanges et de communication entre les équipes et tous ceux, laïcs, prêtres, diacres, religieux et religieuses, qui sont engagés dans la recherche missionnaire de l'Église, en France et en d'autres pays.

Elle porte une attention particulière aux diverses mutations qui, aujourd'hui, transforment les données de la vie des hommes et la carte du monde. Elle veut contribuer aux dialogues d'Église à Église en sorte que l'Évangile ne demeure pas sous le boisseau à l'heure de la rencontre des civilisations.

Les documents qu'elle publie sont d'origines diverses : témoignages personnels, travaux d'équipe ou de groupe, études théologiques ou autres, réflexions sur les événements... Toutes ces contributions procèdent d'une même volonté de confrontation loyale avec les situations et les courants de pensée qui interpellent notre foi. Elles veulent être une participation active à l'effort qui mobilise aujourd'hui le peuple de Dieu pour comprendre, vivre et annoncer que la foi au Christ donne sens à l'avenir de l'homme. ■



La soirée s'annonçait douce et printanière. Par la fenêtre, nous écoutions le chant d'un merle qui s'en donnait à cœur joie. Je fis part à mes amis de mon admiration pour cette jouissance musicale. « Détrompe-toi, me rétorqua l'un d'eux, il défend son territoire ! »

La question est récurrente : l'autre sera-t-il une chance ou une menace pour le territoire dans lequel j'habite, je travaille et je me déplace ? La sanctuarisation des territoires est-elle une solution pour surmonter la peur ou un traumatisme identitaire ? Juifs israéliens et palestiniens souffrent de cette impasse qu'Alain Le Négrate nous décrypte. A l'image des parcs naturels, la sanctuarisation peut aussi préserver une diversité, des minorités et des spécificités menacées par la standardisation des modes de vie.

L'un façonnant l'autre, territoire et identité ont toujours entretenu des rapports complexes. Les migrations - voulues ou forcées - sont de plus en plus fréquentes, les trajectoires géographiques des individus de plus en plus complexes, bouleversant forcément les processus de construction identitaire. Le paysan était l'homme d'un pays, rappelle Jean-Yves Constantin, ouvrier agricole. Qu'advient-il des saisonniers partis travailler sur l'autre rive ?

Avec la mondialisation des échanges, la notion de territoire s'est brouillée, les liens se sont fragilisés. Les marins en sont les acteurs emblématiques, témoigne Guy Pasquier, marin retraité. La société moderne est devenue liquide, explique Bernard Michollet dans l'analyse des propos du sociologue Zygmunt Bauman. Selon Jean-Baptiste Grison, l'individu s'accommode d'appartenir à des territoires multiples, qui ne s'organisent plus forcément autour d'un centre, qu'il soit centre d'intérêt ou pôle géographique.

La métropolisation en cours reste largement interprétée comme un simple changement d'échelle, un territoire urbain « en plus grand », alors qu'il s'agit d'une véritable révolution spatiale. Sous la pression de la compétitivité, elle subvertit beaucoup de notions traditionnelles comme le voisinage, la proximité, la citoyenneté, l'intérêt général ou l'autorité. Le théologien Henri-Jérôme Gagey appelle l'Église à interpréter ces mutations pour diversifier sa présence. Y compris dans l'espace numérique, incite Hervé Giraud, nouveau prélat de la Mission de France !

L'inversion du rapport centre-périphérie peut éclairer d'un nouveau jour la posture missionnaire, rapporte Jean-Marie Ploux. Il ne s'agit pas tant d'élargir l'espace de la tente, selon le vœu du prophète Isaïe, que de se tenir aux périphéries pour découvrir la vitalité de leurs ressources méconnues ou méprisées.

L'idée d'une marche vers des appartenances à des espaces de plus en plus vastes semble avoir fait long feu. Le mouvement de globalisation provoque, en réaction, un renforcement du besoin d'identité. Philippe Eluard observe des territoires ruraux maltraités économiquement, ou assimilés à des poumons verts de métropole. Les banlieues affirment leur poids et leur différence, en particulier à travers la résurgence d'identités particulières, religieuses ou culturelles. Educateur dans la banlieue de Toulouse, Christophe Régis sait que la force d'un

territoire naît à la fois des racines et des échanges, sans lesquels il n'est pas de possibilité de vivre ensemble. L'aménagement du territoire est toujours significatif des flux qu'une société met en œuvre pour réguler les échanges, les ressources et les solidarités.

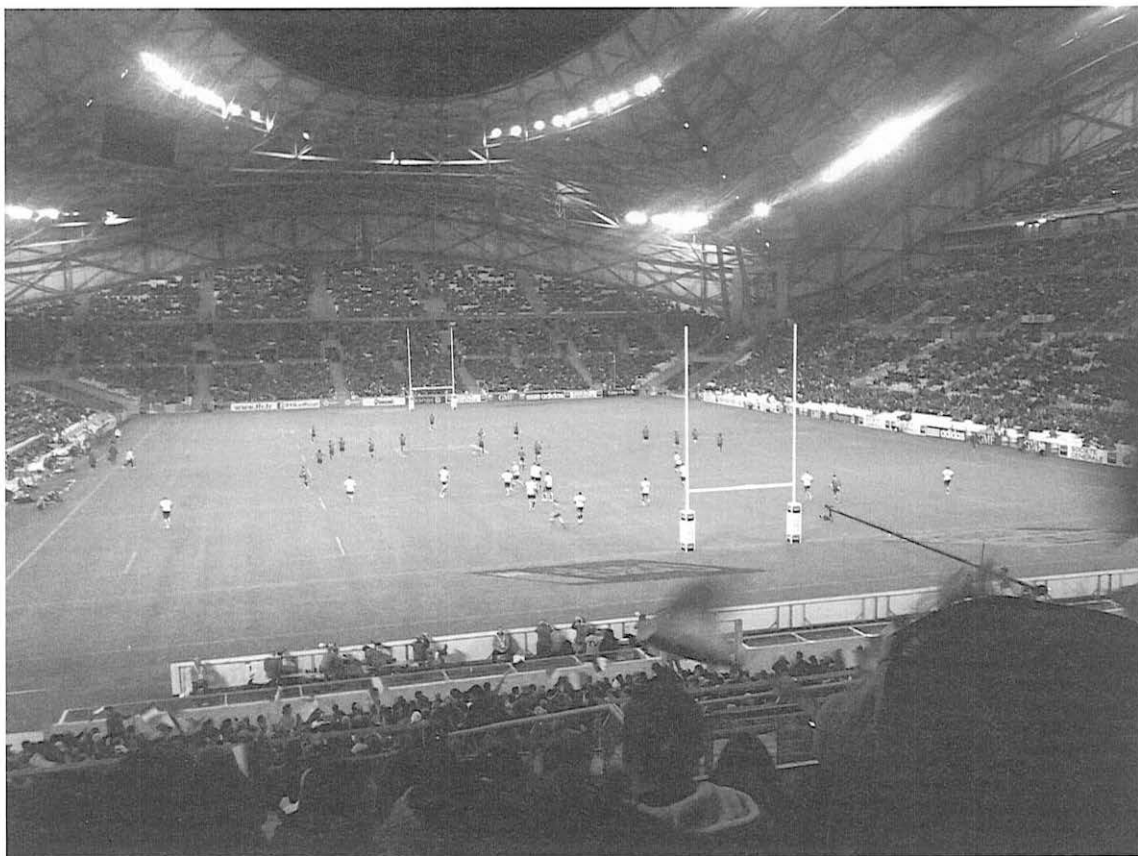
Si le territoire est fluctuant, devenu impropre à enraciner durablement une culture et un langage, que devient la notion de frontière ? Nicolas Renard interroge les chances d'identification qu'elles stimulent et les formes d'exclusion qu'elles suscitent. Pierre Chamard-Bois relate la sortie du territoire biblique vécue par les premiers chrétiens. En s'affranchissant des frontières, ils en ont fait des portes et des accès.

Arnaud Favart

PROCHAINS THÈMES :

n° 282 Éduquer

n° 283 Prêtres au travail



L'enjeu du numérique pour la vie en Église

Par Hervé Giraud



Le père Hervé Giraud, nouvel archevêque du diocèse de Sens-Auxerre et prélat de la Mission de France, a été installé le dimanche 19 avril à la cathédrale de Sens-Auxerre.

L'internet apparaît désormais comme un « e-continent ». Il participe d'une révolution numérique et communicationnelle qui ne cesse de s'élargir. Les bouleversements engendrés s'avèrent incommensurables. Certains pensent même à un changement radical comme il n'y en a pas eu depuis 12 000 ans, époque de la sédentarisation de l'homme. Cette mutation numérique modifie déjà nos vies par l'usage des mails, des smartphones, des sites web, du commerce en ligne, de la vidéo, etc. Elle modifie aussi notre vie chrétienne en Église. Quand Christophe Colomb découvrit l'Amérique, les missionnaires reproduisirent paroisses, diocèses et congrégations du vieux continent, mais ici rien de tel : dans ce milieu numérique, les repères ne sont plus ceux de nos territoires habituels.

L'Église catholique ne peut donc pas ignorer ce nouveau monde. Être présent sur ces nouveaux espaces relève de sa mission : « Si la Bonne Nouvelle n'est pas connue aussi dans l'environnement numérique, elle pourrait être absente de l'expérience d'un grand nombre pour qui cet espace existentiel est important » (Benoît XVI). De nombreuses initiatives portées par des catholiques apparaissent prometteuses : site sur Jésus (jesus.catholique.fr), applications catéchétiques, retraites spirituelles, pages Facebook, *twitthomélie*s, etc. Il n'est pas rare aussi que des fidèles, experts en techniques de l'information et de la communication (TIC), demandent auprès d'un évêque un accompagnement et parfois une collaboration. Des blogueurs catholiques utilisent aussi leur liberté de parole tout en espérant une reconnaissance épiscopale ; des sites « catholiques » lancent des pétitions pour défendre une juste cause, mais aussi parfois pour bousculer la légitimité de l'institution. Si l'air peut paraître parfois irrespirable sur certains réseaux sociaux, il est de notre devoir d'apporter un peu d'oxygène évangélique pour faire connaître le Christ,

évangéliser l'internet et par lui beaucoup de monde. Le moment semble favorable. Il suffit d'être présent, sans crainte ni naïveté, et avec discernement. La forme des réseaux n'est-elle pas en adéquation avec la forme universelle de l'Église catholique ?

Le « continent numérique » redessine donc à la fois notre communication, tous les médias traditionnels et nos pratiques d'Église. Ce changement anthropologique ne fait que commencer et nous interroge : comment discerner et encourager, comment analyser ce qui se passe ? Ainsi, une nouvelle mission et une plus grande communion peuvent émerger. Nous sommes attendus comme chrétiens dans ce nouvel espace, quelles que soient nos compétences : actualités, commentaires bibliques, prières, art, sport, etc. Loin d'éloigner les personnes, les réseaux sociaux peuvent être le moyen de donner toutes les raisons de se rencontrer « en chair et en os », y compris en invitant à l'eucharistie.

Saurons-nous, comme le demande le pape François, « dialoguer, en pénétrant aussi avec discernement ces espaces créés par les nou-

nelles technologies, les réseaux sociaux, pour faire émerger une présence, une présence qui écoute, dialogue, encourage » ? Aujourd'hui

comme hier, il s'agit toujours de marcher avec les pèlerins de tous milieux et de « conduire à la rencontre du Christ ».




« QUE CHERCHEZ-VOUS ? »
Jn 4, 38

partage
en groupe

prière
eucharistie

travail
avec les sœurs

UN TEMPS POUR SE POSER AVEC D'AUTRES

du 10 au 11 octobre 2015
du vendredi soir au dimanche 16h

au Carmel de **Mazille** (71)

4h de Paris et une heure de Lyon en voiture
gares : Mâcon-TGV ou Mâcon-ville

Info. et inscription
Jean-Mark 01 43 24 95 95 - jean-mark.guerin@missiondefrance.fr
ou Carmel de la Paix 03 85 50 80 54



pour les 18-33 ans - une rencontre proposée par la Mission de France et le Carmel de la Paix

Territoire, identité et citoyenneté

Par Jean-Baptiste Grison



Jean-Baptiste, géographe, est membre d'une équipe Mission de France à Clermont-Ferrand.

Être ici, être d'ici

Les lieux de notre vie sont constitutifs de nos identités individuelles. Nous sommes nés quelque part, nous habitons quelque part, et la nature de notre citoyenneté trouve sa source dans l'espace que nous occupons.

Il y a les lieux que nous connaissons, dans lesquels nous nous sentons à l'aise, dans lesquels nous trouvons nos repères. Ce sont nos paysages familiers qui illustrent notre histoire quotidienne.

Il y a aussi les lieux qui nous bousculent et nous stimulent, ces lieux étrangers que nous découvrons à l'occasion d'un voyage ou d'une

émission télévisée, et qui nous font réfléchir sur l'identité de notre propre territoire.

Enfin, il y a les dynamiques de changement de notre espace vécu, qui nous dérangent parfois, mais qui peuvent aussi révéler, susciter ou accompagner les évolutions de notre propre identité.

Du territoire vécu à l'identité collective

Ce territoire vécu, différent pour chacun, est aussi le terrain dans lequel nous construisons l'essentiel de nos relations humaines. C'est à travers ce territoire que nous intégrons une communauté ou, de plus en plus souvent, plusieurs réseaux relationnels.

À l'échelle de l'individu, le territoire vécu a vocation à s'étendre au fil des étapes de la vie. Le géographe Armand Frémont aime à illustrer un tel propos par l'exemple du célèbre roman de Flaubert *Madame Bovary*, dans lequel l'héroïne élargit progressivement son espace vécu,

d'une ferme du bocage normand à un bourg-centre, puis à Rouen, puis à Paris¹...

À l'échelle collective, des identités plus ou moins partagées se construisent autour de lieux fédérateurs, de monuments, de paysages singuliers.

Action collective, bien commun et organisation de l'espace

Notre vie quotidienne, nos rencontres, nos déplacements habituels s'inscrivent ainsi dans une pratique de l'espace qui contribue à définir le territoire. Nous sommes acteurs du territoire car nous contribuons à le faire évoluer.

Le territoire devient alors un bien commun, partagé par une communauté plus ou moins cohérente d'habitants qui le définit et l'organise.

L'organisation de l'espace est alors au cœur de la définition du territoire. Historiquement,

1. Frémont Armand, *France, géographie d'une société*, Flammarion, 1997.

on définit ainsi le territoire comme une juridiction administrée par une autorité, organisée autour d'un centre et clairement délimitée.

Cette définition classique se heurte à l'évolution et au flou des territoires vécus individuels, qui transcendent largement les limites établies. En réalité, nous nous inscrivons de manière plus ou moins forte dans plusieurs territoires dont les contours et la nature divergent. Il y a le territoire de notre habitat quotidien, celui de nos origines, celui de notre activité professionnelle, de nos pratiques commerciales et culturelles, de nos engagements associatifs...

Le territoire vivant

Porté par nos rapports humains, le territoire fonctionne comme un organisme vivant : il naît, il vit, il se développe, il meurt.

En France comme dans bien d'autres pays, la réforme des limites de l'organisation du territoire participe à ce foisonnement de vie.

L'évolution des limites territoriales nous questionne, bouscule les identités, les autorités en place, révèle des enjeux de pouvoir. Elle peut libérer de nouvelles énergies, mais aussi mettre à mal des dynamiques collectives établies.

Les réformes paroissiales, un modèle ?

J'ai entendu à plusieurs reprises que les réformes paroissiales gagneraient à être prises pour modèle dans l'organisation territoriale de la République. Dans notre organisation ecclésiastique, en effet, de nombreux diocèses ont choisi de recomposer leurs paroisses pour former des ensembles plus importants, d'abord pour s'adapter à la diminution du nombre de prêtres et de fidèles, mais aussi pour favoriser une meilleure inter-connaissance des communautés et faire émerger de nouvelles énergies.

En pratique, il est vrai que les regroupements paroissiaux ont permis de rassembler et de faire travailler ensemble des communautés locales dont les ressources s'amenuisaient. Mais

cela s'est produit, souvent, au détriment de certains lieux de rassemblement qui sont devenus de plus en plus périphériques. Certaines églises de villages, de très nombreuses chapelles, ne sont plus ouvertes que très occasionnellement et ne sont plus, aujourd'hui, des lieux communautaires de vie pour les habitants qui autrefois pouvaient s'y rattacher. Les identités de beaucoup ont été bousculées. Des territoires se sont effacés là où d'autres se sont créés.

Le risque d'affaiblir les marges

En clair, dans une redéfinition des découpages du territoire vers des contours élargis, il y a toujours un risque d'affaiblir les marges. Un territoire est toujours caractérisé par des oppositions entre centre(s) et périphérie(s) et, en général, plus le territoire est vaste, plus les inégalités sont importantes et plus les périphéries risquent d'être marginalisées.

On tient là un paradoxe de la notion de territoire : si un territoire plus grand se traduit par un rassemblement plus efficace de ses for-

ces vives en son centre, et par une meilleure inter-connaissance des individus, il conduit aussi à un affaiblissement de la connaissance de l'espace qui le constitue. Les lieux centraux renforcent leur capital identitaire, leur capacité à rassembler, tandis que d'anciens centres deviennent des périphéries et, quelquefois, sont totalement désaffectés.

La recherche de l'organisation territoriale optimale doit porter le souci de tenir les deux bouts : d'un côté, une communauté dynamique qui rassemble suffisamment de forces vives pour créer une animation et une vie locale, de l'autre, un espace à taille humaine que chacun peut parcourir et connaître, pour mettre en œuvre cette animation sans créer de zones d'ombre et d'oubli qui accéléreraient la marginalisation de certaines périphéries.

Favoriser l'inter-connaissance

La pertinence d'un territoire se mesure au degré d'inter-connaissance qu'il suscite. Cette inter-connaissance concerne trois niveaux.

► Le premier relève de la rencontre des individus qui sont amenés à former une communauté partageant le souci du bien commun.

► Le deuxième concerne la connaissance réciproque de l'espace organisé au sein de ce territoire, connaissance qui permet son appropriation par le plus grand nombre.

► Le troisième est celui de la lisibilité extérieure : comment le territoire des uns est-il identifié par les autres qui se trouvent à l'extérieur ? C'est ainsi qu'un territoire qui n'a pas de nom n'est pas vraiment un territoire. C'est par exemple tout le défi, en France, des nouvelles régions définies en 2014 par le gouvernement : plusieurs d'entre elles n'ont pas encore de nom, ce qui les rend à ce jour très fictives et empêche toute appropriation. On parle d'une meilleure lisibilité à l'échelle européenne, mais comment est-il possible qu'un ensemble sans nom au nord-est de la France soit mieux reconnu qu'une région Alsace, même beau-

coup plus petite, qui a tenu une place aussi singulière dans l'histoire de la construction européenne ?

L'inter-connaissance conditionne l'efficacité de la participation de chacun à la destinée du bien commun.

« Small is beautiful » ou « l'union fait la force » ?

Face à l'évolution, souhaitée ou contestée, des découpages territoriaux, on se pose inévitablement la question de la taille optimale des collectivités. Face à la multiplicité des collectivités locales, peut-on parler d'un morcellement et d'un cloisonnement stériles, ou au contraire d'une multitude foisonnante et d'autant plus féconde ?

Il y a quelques années, mon travail de thèse m'avait amené à me poser la question de l'efficacité des très petites communes en matière de développement local. Sont-elles des coquilles vides et sans avenir, ou représentent-elles un

modèle original de développement ? S'il est difficile de répondre catégoriquement, on peut citer quelques exemples d'initiatives originales permises par l'existence de ces collectivités locales.

► Dans les Hautes-Pyrénées, une commune de dix habitants, grâce à la mobilisation de son conseil municipal, réussit le montage d'une opération financière permettant le rachat d'une maison à vendre dans le village, sa rénovation et sa mise en location permettant d'accueillir une famille supplémentaire, ce qui met la localité à l'abri d'une dépopulation totale à moyen terme. Il est probable qu'un simple hameau n'aurait pas eu les ressources suffisantes pour une telle action.

► Dans les Hautes-Alpes, un village a été peu à peu réinvesti, dans les années 1960, par une communauté se réclamant de l'anthroposophie. Le conseil municipal qui en est issu a mis en place une école alternative et des activités communautaires

qui lui donnent aujourd'hui une renommée nationale auprès des réseaux concernés. Il semble évident que le statut juridique du territoire a permis de soutenir plus efficacement l'émergence de ce pôle.

► En Lorraine, une commune d'une quarantaine d'habitants est parvenue à obtenir quatre fleurs au concours des villages fleuris, et à concourir au niveau européen dans le domaine du fleurissement. La localité revêt aujourd'hui un caractère exceptionnel et attire des visiteurs à l'échelle régionale. Le statut de commune garantit la possibilité d'une telle distinction.

Ces exemples ne cachent pas les multiples situations où des équipes municipales avouent un certain essoufflement et gagneraient à rechercher un nouveau souffle dans un projet de regroupement salvateur. Mais la diversité des configurations locales rencontrées tend à faire penser que des contraintes normatives descendantes ne sauraient résoudre efficacement les problématiques relayées sur le terrain. On se

rend compte alors que ce qui définit la démocratie participative, en matière de gestion locale, n'est sans doute pas tant la possibilité offerte à la population de pouvoir choisir entre plusieurs listes bien étiquetées, que celle de faire émerger en son sein, dans la rencontre quotidienne, des modèles territoriaux renouvelés et adaptés au plus près de la réalité des habitants.

Territoires à toutes les échelles

Nous vivons dans une somme de territoires emboîtés, et des niveaux multiples sont nécessaires pour s'identifier, assurer son quotidien et agir avec efficacité. Par la somme de nos activités, nous sommes tous acteurs du territoire,

ou plutôt *des territoires*. Si le plus proche et le plus connu est présent à nous comme un jardin secret, nous avons tout autant besoin de nous appuyer sur des centres fédérateurs plus forts et connus du plus grand nombre.

Entre ces deux extrêmes, les territoires optimaux de la démocratie participative sont ceux qui vivent de nos rencontres collectives et savent pour cela s'adapter à la diversité de nos communautés, en s'appuyant sur une connaissance fine de l'espace qu'elles occupent et en sachant être lisibles de l'extérieur. Reste à chacun de trouver son équilibre, en se référant à l'échelle qui correspond le mieux à ses engagements, à ses connaissances et son identité !



Les Monts du Lyonnais, une petite part d'Europe

Par Philippe Éluard



Diacre de la Mission de France, Philippe est membre de l'équipe «Rhône-vert».

Chaque territoire est devenu, au fil des années, une petite part d'Europe... une petite part du monde.

Cela peut paraître une affirmation très banale, mais il faut se souvenir qu'il y a un siècle à peine, chaque territoire était plutôt autonome et se suffisait presque à lui-même. Les Monts du Lyonnais dans lesquels je vis connaissent pleinement cette évolution.

Du fait d'être une petite montagne, bien que proche de Lyon, les Monts ont développé une culture propre. C'est une région qui était très catholique et très rurale. On l'appelait « la petite Vendée ». Il faut imaginer que c'est l'enseignement privé et catholique qui y était dominant. L'école primaire publique de certains

villages n'existe que depuis peu.

Marquée par une agriculture fondée sur de petites fermes aux terrains majoritairement très en pente, c'est essentiellement de petits élevages laitiers qui lui permettaient de vivre. Les marchés étaient nombreux et certains d'entre eux continuent. Ainsi, à Saint Laurent de Chamousset, le marché aux veaux se tient tous les lundis depuis 1642. La cloche marquant le début des transactions à dix heures sonne toujours et ce, depuis plus de quatre-cents ans.

L'influence de Lyon, à environ une trentaine de kilomètres, a surtout été marquée par l'accueil des enfants de la ville pour les premières années de la vie. C'est ainsi que des convois de bébés partaient pour les fermes, de la place Bellecour, chaque dimanche, pour ne revenir, - s'ils n'étaient pas morts - que quatre ou cinq ans après.

Les Monts étaient aussi très riches au niveau du sous-sol. Les mines de plomb, d'argent, voire de charbon étaient répandues. Une

petite industrialisation s'était développée. Plusieurs « soyeux » lyonnais venaient diversifier leurs activités en investissant localement et en construisant des petits châteaux dont le paysage garde encore la trace.

En parallèle, un monde ouvrier s'est développé. Ainsi Sainte-Foy-l'Argentière a longtemps été une commune qui votait communiste, et là, comme par hasard, cela fait plus d'un siècle qu'une importante école laïque s'est implantée. Aujourd'hui encore, c'est à Sainte Foy que l'entreprise Imerys de tuiles a son siège social et sa plus importante usine. Mais tous les villages n'ont pas eu cette chance. Évoquons la situation de Tarare, à mi-chemin entre Lyon et Roanne. C'est une petite ville complètement sinistrée depuis que les voilages ne se font plus en France. C'est un bourg où la population immigrée est nombreuse et subit de plein fouet le chômage.

Aujourd'hui, les Monts font partie des régions dont les plans économiques nationaux et européens n'ont que faire. L'accès aux Monts

est plutôt difficile, les routes étant sinueuses et souvent verglacées. Les fermes sont petites, sur une terre très pentue. Les agriculteurs les plus actifs ont bien essayé de diversifier leurs productions en introduisant l'élevage des chèvres ou la plantation de fruits rouges. Mais la concurrence est rude. Ce qui permet à beaucoup de fermes de survivre actuellement, c'est d'une part la vente sur les marchés lyonnais et, d'autre part, la vente directe de leurs produits soit sur place, soit dans des points de vente regroupant plusieurs fermes.

Les Monts du Beaujolais ne sont pas épargnés par les évolutions économiques. Après des années de mode et de consommation du Beaujolais nouveau, le recul des ventes est important sauf en ce qui concerne les grands crus qu'on ne boit qu'une fois que le vin est vieilli. Les petites exploitations viticoles qui ne misaient que sur le Beaujolais nouveau sont entrées en récession et beaucoup d'entre elles sont sur le point d'arrêter la production.

À côté de ce tissu traditionnel et majori-

taire, l'ouverture des Monts vient de celles et ceux qui, urbains, rêvent de venir à la campagne et viennent s'y installer. Elles et ils choisissent les Monts essentiellement parce que les prix d'achat dans cette mini-région sont bien moins élevés qu'à Lyon ou dans ses environs. Elles et ils oublient souvent qu'ils viennent vivre dans une région relativement fermée... On reste étranger aux Monts à vie ! Souvent leurs revenus ne leur permettent pas l'achat de deux véhicules. Alors, dans le couple, celle ou celui qui travaille prend le véhicule pour plus d'une heure de trajet en été, et l'autre reste confiné dans le domicile souvent très beau, mais très solitaire.

Une dernière caractéristique de cette région que je voudrais citer, c'est l'accumulation des phénomènes de déprime. Entre les agriculteurs en difficulté avec un nombre de suicides impressionnant et les conjointes et conjoints isolés, les déprimés sont nombreux.

Voici donc un territoire aux paysages magnifiques, aux fermes à l'architecture origi-

nale et belle, à la fois enfermé sur lui-même à cause de la réalité montagnaise, et essayant de s'ouvrir à la grande métropole lyonnaise pour essayer de survivre économiquement.

C'est une terre de contraste. C'est une terre de contraste et très enfermée sur elle-même. On se méfie de l'étranger : le Lyonnais est déjà un étranger ! Mais c'est aussi une région qui accueille, particulièrement les enfants et les jeunes en difficulté. Certaines fermes vivent encore sur un rythme de travail qui est proche de celui du Moyen-Âge alors que d'autres cherchent une voie de modernisation et de diversification ouverte sur l'avenir. Des familles vivent complètement isolées, alors que d'autres participent aux très nombreuses associations qui se créent sans cesse. Fermeture traditionnelle et ouverture associative se côtoient dans chaque village. Et Lyon ne sait que faire de cette région proche, qui représente son « poumon vert ». Il a paru plus sage aux politiques de diviser le département. Ainsi, pionnière dans

ce choix, désormais l'agglomération lyonnaise n'est plus représentée au Conseil général du département. Ce dernier est devenu « une petite chambre » essentiellement des Monts du Lyonnais et du Beaujolais.

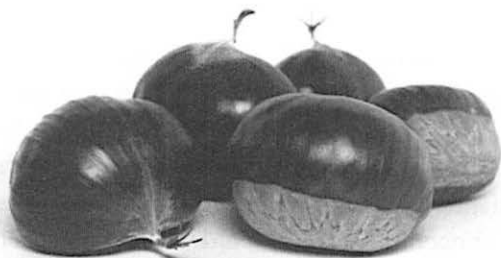
Les signes d'espérance existent cependant. Des jeunes couples prennent le risque de s'installer et inventent des activités nouvelles. Le vin des Côteaux du Lyonnais sur les pentes commence à se développer et la vinification progresse chaque année. La vente directe en ville se développe. Les associations s'appliquent à combattre les poches de pauvreté. Les collectivités locales prennent des initiatives en faveur du tourisme rural. Les brassages de population sont en cours. Les Monts essaient de préserver la nature si belle et de l'offrir à la ville, comme un lieu de détente. Quelques résultats sont encourageants. Et là où toute cette politique locale donne le plus de résultats, c'est dans les communes où les maires et leurs adjoints jouent le plus la démocratie locale.

* * *

Au total, à une trentaine de kilomètres de Lyon et à une cinquantaine de kilomètres de Saint-Étienne, les Monts du Lyonnais sont à la fois à l'image des économies très mal traitées des zones de petite montagne, mais aussi traversés par des courants de démocratie locale qui tentent de construire une autre manière de vivre ensemble, celle qui respecte avant tout

l'humain et la nature qui lui est nécessaire.

Dans ce contexte, il paraît très important que l'Église soit présente, non pas en s'arc-boutant sur une structure en voie de décomposition, mais en offrant à la société son plus beau trésor, l'Évangile et la pensée sociale qui en découle. C'est bien le sens de notre présence, petite équipe Mission de France implantée là depuis plus de quarante ans.



Évangile et châtaignes

**La transmission :
s'y frotter, sans se piquer ?**

• Du dimanche 25 (soir)
au samedi 31 Octobre (midi),
à Die (Drôme)



• **Contact : Philippe Deterre**
deterre@club-internet.fr

Le territoire de jeunes de banlieue

Par Christophe Régis



Christophe est membre de la Communauté Mission de France avec sa femme Nathalie. Ils ont trois enfants et sont en équipe à Toulouse.

Jusqu'en décembre, j'ai travaillé comme éducateur de prévention dans un quartier où se vivent des réalités similaires à celles des quartiers de banlieue française, à la nuance près que pour Toulouse, ces quartiers sont situés à l'intérieur de la ville et non en banlieue. Les banlieues de Toulouse sont majoritairement pavillonnaires.

Le service au sein duquel je travaillais a réalisé plusieurs films autour de paroles de jeunes et d'adultes habitant notre quartier. L'un d'entre eux s'intitule : « Habiter en France, regards croisés ». Sa deuxième partie a pour sous-titre : « Le mur invisible ». Dans ce film, nous avons interviewé des jeunes avec qui nous travaillons régulièrement. Il me semble que plusieurs ex-

traits de ce film peuvent éclairer mon propos. Dans la suite du texte, les passages entre guillemets sont donc des paroles de jeunes.

Le quartier comme territoire ?

En consultant un dictionnaire, je constate que le terme « territoire » sert à désigner une étendue géographique délimitée en fonction d'une réalité politique, économique, sociale ou culturelle. C'est aussi un espace que quelqu'un ou un groupe s'attribue et dont il se réserve l'usage, qu'il garde sous son autorité. Les quartiers peuvent correspondre à ces deux définitions.

Je préfère dire tout de suite que ces quartiers sont le lieu de relations riches. Le contraste par rapport au reste de la ville, souvent anonyme, tient aussi au fait qu'ici les liens sont forts. Tout le monde se connaît et il y a de la solidarité : « Le quartier c'est une espèce de famille, une grande famille, une espèce de gros cocon. On te protège. »

Mais ces « territoires » sont aussi qualifiés diversement : quartiers sensibles, ZUS, ZUP, ZEP, ghettos urbains, territoires de relégation, quartiers populaires, cités, etc.

Ce sont des territoires dont l'habitat social est très concentré, avec un fort taux de chômage, une forte proportion de familles d'origine immigrée. Ce sont des territoires stigmatisés qui font l'objet de politiques d'exception. Cette image qui colle aux quartiers a forcément un impact sur la construction identitaire des jeunes qui y grandissent.

« Quand je suis arrivée en 1980, il y avait des Français, des Espagnols, des commerces, boulangerie, charcuterie... Fin des années 80 début 90, de plus en plus de maghrébins et de blacks, tous comme moi. »

« Ils nous ont tous mis au même endroit, sans gens différents. On a peur de ceux que l'on ne connaît pas, ils ne sont pas élevés de la même façon. Ils ont aussi

peur. On a nos deux peurs et c'est ça qui crée des conflits. »

Là où certains se définissent en fonction de leur département, d'autres de leur ville et souvent en référence au pays dans lequel ils habitent, les jeunes du quartier où je travaillais sont de « La Faourette » avant d'être toulousains.

Le mur invisible

Cet état de fait produit de l'enfermement. Le fait d'habiter dans un quartier - c'est ce que je constatais au quotidien dans mon travail d'éducateur - rend difficile l'accès à l'autre et à l'ailleurs. Il y a des codes, un langage spécifique au quartier et certains jeunes ont du mal à intégrer le langage et les codes sociaux du centre-ville. De ce fait, le quartier peut vite devenir la plus forte référence identitaire.

« Dans le quartier il y avait tout, mais on ne savait pas ce qu'il y avait à l'extérieur, on ne connaissait pas les autres

villes à côté, le centre-ville. »

« On ne voit pas ce que les autres vivent. On n'essaie pas d'en apprendre plus sur les autres. »

« Les relations entre Français et immigrés ? Il y a ceux de la cité, ils parlent comme nous, ils sont convertis, les autres, ceux de dehors, tu vas parler avec eux, tu vas dire des mots de la cité, ils ne vont pas comprendre. Je n'aime pas traîner avec des gens qui ne comprennent pas ce que je dis. »

« Il y a une grande non-ressemblance entre les quartiers et les pas-quartier. On dirait qu'il y a un mur invisible. »

Les jeunes ne peuvent pas vraiment s'identifier au pays d'origine de leurs parents ou grands-parents : au bled, ils y vont en vacances. Mais ils ne s'identifient pas vraiment non plus à la France. J'ai souvent entendu : « vous les Français » de la part de petits Français, ce que

je ne manquais jamais de relever.

« Ma mère a peur que je me fasse bouffer par la France. Moi ma mère, elle n'aime pas les Français, elle a peur d'eux. Elle ne se sent pas française à cause de sa couleur de peau, de la façon dont elle s'exprime [avec son accent créole], comment elle parle. Mes parents pensent que l'on n'a pas notre place légitime ici, et donc on doit marcher à petit pas. »

« C'est difficile de savoir qui on est : en Algérie on n'est pas considérés comme des gens de là-bas et ici on nous dit : « Retourne chez toi ! » alors que, pour la plupart, on est nés ici. »

Cet accès « interdit » à l'extérieur du quartier me semble aboutir au fait que pour les jeunes, le quartier devient leur territoire. Celui qui leur appartient et qu'il faut protéger des intrusions. Cela coïncide parfois avec le fait que ça devient un territoire de trafic illégal. Et ce sont parfois les plus jeunes qui sont utilisés par

les plus grands comme guetteurs.

« Dans le collège du quartier, ce sont les petits blondinets qui ont à souffrir du fait qu'ils sont très minoritaires » (la principale du collège).

Et des jeunes qui réussissent peuvent avoir tendance à se détacher du quartier :

« Aujourd'hui, j'ai les cheveux longs, des pulls sans signe distinctif. J'ai peut-être voulu me démarquer d'où je venais. » « - T'as honte de ce que tu es, d'où tu viens ? » « - Peut-être »

« Je bouge beaucoup ailleurs pour voir comment ça se passe. Je reste jamais dans le quartier pour rester dans le quartier. J'aime bien l'échange. »

Une ou deux pistes pour fendre le mur

La principale ajoutait : « Mélanger tout

le monde et mieux faire connaître à la fois la culture judéo-chrétienne dans laquelle on évolue et la culture musulmane. Il y a une dé-culturation qui produit des amalgames. Par la culture, par le savoir, on peut lutter contre le refus de l'autre. »

Je pense que l'on peut aussi lutter contre ce refus par la rencontre. C'est un des aspects du projet éducatif de notre service, permettre aux jeunes de sortir du quartier et de faire des rencontres. C'est aussi, pour nous éducateurs, un de nos principaux outils de travail. Et la rencontre est possible si l'on est capable de prêter plus d'attention à ce qui nous rend proches qu'à ce qui nous éloigne.

En tant qu'éducateur, participant donc de ces politiques d'exception qui contribuent à stigmatiser les quartiers et leurs habitants (un jeune m'a dit un jour : « Nous, on est tous des cas sociaux puisqu'on a besoin d'éducateurs dans le quartier. »), j'ai à cœur de me tenir dans une posture d'humilité. Je suis là pour contri-

buer à donner à des ados des repères pour se construire, dans l'esprit de l'éducation populaire et en coopération avec les parents et les autres adultes qui les entourent. Posture d'humilité et posture de proximité : quand je suis quelque part avec des jeunes (à la campagne, par exemple) et que notre petit groupe est « insolite » dans ce territoire inconnu, je n'ai pas envie que l'on me dissocie de ceux que j'accompagne (même si j'ai grandi à la campagne). Il m'est arrivé de dire à un ou plusieurs ados : tiens-toi bien, conduis-toi comme si j'étais ton père. Il ne s'agit pas de se substituer à qui que ce soit, mais d'introduire l'idée que ce ne serait pas incongru que je sois le père de l'un d'entre eux (j'en ai maintenant l'âge).

Je ne sais pas si cette idée est claire, alors je l'illustre par une autre parole du film dite par un habitant "slameur"¹ qui a à peu près mon âge et qui, dans sa jeunesse, a bénéficié de l'accompagnement d'éducateurs de mon service : « J'ai eu un bébé né en 2007, il est blond aux yeux bleus, c'est un organisme génétiquement

1. Poésie urbaine scandée.

maghrébin, mathématiquement français, essentiellement humain. »

Favoriser la rencontre, l'échange, le voyage, les liens pour que la diversité et la différence

soient des points forts et non les vecteurs de la peur et du conflit. C'est la direction vers laquelle je veux faire tendre mon travail et mon investissement citoyen.

La socialisation des migrants passe-t-elle par l'inscription dans un territoire ?

Par Jean-Yves Constantin



Jean-Yves est prêtre de la Mission de France dans l'équipe des Deux-Rives en Paca. Il est salarié agricole.

Le paysan est celui qui habite au pays.

Les enfants de l'école primaire, dans leurs jeux, déclarent : « Qui va à la chasse perd sa place. »

D'une part, le fait d'habiter au pays semble être le gage pour être inscrit dans un territoire, d'autre part, les enfants nous rappellent si nécessaire que nous sommes chasseurs, chercheurs, nomades appelés à sortir afin d'aller vers la terre promise.

Nous voilà donc entre le statut de sédentaires et de nomades. La dimension, l'épaisseur, géographiques et topographiques, du territoire apparaît immédiatement trop réductrice pour indiquer quelle(s) inscription(s) nous envisageons.

Nous prendrons le prisme de l'agriculture et des salariés agricoles sur le territoire des Bouches du Rhône afin de nous donner quelques repères.

Des vagues de migrants

L'agriculture, le travail de la terre, présente des périodes d'activités liées aux saisons. Les ouvriers de la terre se déplacent à la recherche d'un travail, d'un revenu. Les producteurs ont mis en place des relations, des relais pour ramasser leurs récoltes. Cela est de longue tradition dans beaucoup de régions. Ces migrations pendulaires peuvent se faire sur des périodes et des distances plus ou moins longues. On observe des mises en relation stables entre des régions et des populations. Certains migrants finissent par rester sur place, et des producteurs prennent pied « là-bas ».

Dans un territoire tel que les Bouches du Rhône, sans remonter trop loin dans l'histoire, il y a eu les allers et retours des « Alpains » ou

des « Cévenols » ou autres « Ardéchois » qui descendaient au moment des récoltes. Nombre de familles installées maintenant ont leurs origines là-bas. Il y a eu, à une autre période, beaucoup d'Espagnols, fuyant le régime politique et la misère, à emboîter le même pas que les Italiens quelques années plus tôt. Ils sont nombreux à avoir inscrit leur projet de vie ici.

Plus récemment, les Portugais, après 1986, au moment où leur pays s'est inscrit dans l'Union Européenne, ont été assez nombreux à venir rejoindre ceux d'entre eux qui avaient traversé irrégulièrement les frontières pour fuir le régime de Salazar. Ils ont, pour partie, remplacé les Espagnols qui, eux, trouvaient des emplois chez eux. Leur parcours initial est assez semblable à leurs prédécesseurs espagnols : cantonnement dans les exploitations, absence de mobilité, contrats de travail courts, allers et retours avec le pays d'origine à la fin de chaque contrat, isolement, non connaissance de la langue, des usages, des droits, de la monnaie. Lorsque les acteurs de la pastorale des migrants viennent les rencontrer, ils sont regardés avec

grande méfiance, voire avec désapprobation et agressivité, par les employeurs.

Il ne faut pas oublier le drame d'Aigues-Mortes de l'autre côté du Rhône, certes il y a déjà longtemps, à l'été 1893 : des migrants italiens « voleurs de travail et malfrats » ont été tués de ce fait, cela fait partie de l'épaisseur historique du territoire.

Quel contrat de travail ?

L'agriculture des Bouches du Rhône fournit du travail à un peu plus de 20 000 salariés dont 80 % avec un CDD. Un autre découpage fait ressortir que 80 % de ces salariés sont des migrants. Une des caractéristiques de ce département est la présence depuis plusieurs années de 4 200 salariés titulaires d'un « contrat OMI » (et maintenant OFII). Cet Office des Migrations Internationales a eu pour mission de mettre en œuvre l'accord entre la France et plusieurs pays, permettant aux employeurs de conclure un contrat de travail avec des per-

sonnes résidant hors des frontières nationales puis de l'espace Schengen. Pour les salariés concernés, un titre de séjour est ouvert d'office pour la durée de ce contrat de travail. Le contrat de travail est d'une durée maximale de 6 mois, le salarié doit rejoindre son pays dès la fin du contrat. Jusqu'en 2007, ce contrat pouvait être prolongé à 8 mois pour des raisons exceptionnelles. En réalité une grande partie de ces contrats étaient prolongés à 8 mois sur simple demande auprès des services de la Préfecture. Ainsi ces salariés au statut particulièrement précaire, dont le contrat devait être renouvelé chaque année, étaient constamment dans la crainte de ne pas voir leur contrat renouvelé l'année suivante, ce qui a donné lieu à de très nombreux abus. Mais d'autre part, ils étaient, de fait, les salariés permanents des exploitations. Et pour couronner le tout, les cotisations sociales payées ne leur ouvraient pas certains droits sociaux afférents, le chômage entre autres. Un accompagnement de ces situations avec un collectif, le Codetras, et la CFDT, a permis à plus de 2 000 salariés de voir reconnaître leur statut et d'accéder à

un titre de séjour. En conséquence, cet effectif de 4 200 salariés est rapidement passé à 1 600 actuellement. En se voyant reconnaître leurs droits, ces salariés présents sur le territoire depuis parfois 25 ou 30 ans ont souvent perdu la relation contractuelle avec leur employeur qui ne souhaite pas avoir un salarié « qui reste ». L'accès à la reconnaissance de leur droit leur a fait perdre leur travail ! Ils ont été remplacés par des salariés fournis par des Entreprises de Travail Temporaire (ETT) dont le siège est à l'étranger. Ceux-ci sont actuellement plus de 4 000 dans les Bouches du Rhône. Ces ETT permettent aux employeurs de ne plus diriger eux-mêmes la gestion des relations humaines. Plus encore, les salariés sont mis en concurrence sur les chantiers : les Portugais vont plus vite, les Équatoriens, eux, ne posent pas de questions : Diviser pour régner ! La non-gestion des relations humaines par l'employeur donneur d'ordre lui permet de mettre les aspects économiques et techniques au premier rang des priorités, les autres aspects étant au service de ceux-ci.

La mise en concurrence entre salariés d'origine et de statuts différents est à l'œuvre. À chaque nouvelle vague, les commentaires sont un peu les mêmes : les Espagnols n'ont pas leur pareil pour les récoltes de fruits, les Portugais sont des travailleurs remarquables, les Marocains sont patients et durs à la tâche, les Équatoriens sont infatigables. Et cela permet, dans l'autre sens, de justifier le départ des précédents. Cela permet de recruter une population non initiée et docile.

En finale, y a-t-il inscription dans le territoire ?

Quelle inscription dans le territoire ?

Le statut des salariés avec un contrat OFII stipule que leur présence doit être limitée dans le temps. L'Europe continue de réfléchir actuellement à une modalité de migration « circulaire ». Les salariés pourraient ainsi venir chercher un travail, un revenu, pour quelques semaines

ou quelques mois chaque année et devraient repartir ensuite dans leur pays. Nous constatons actuellement que les salariés avec ce type de statut vivent dans une grande crainte de ne pas voir leur contrat renouvelé l'année suivante s'ils sont repérés négativement. Les rencontres avec eux doivent donc être discrètes, afin de ne pas entraîner pour eux des conséquences négatives. Et, bien évidemment, ils ne formulent plus aucune revendication, quelles que soient leurs conditions d'emploi. Ils parlent de leur situation en termes d'esclavagisme. L'objectif semble bien de fabriquer des salariés dépayés.

La situation des salariés des ETT est sans doute pire. Ils travaillent dans un pays dont ils ne possèdent pas la langue, ni la géographie, ni les coutumes. Ils ont un contrat conclu là-bas, en Espagne, en Pologne, en Bulgarie, en Roumanie et s'ils ne font pas l'affaire, ils sont changés de lieu de travail ou ramenés au pays le jour-même. « Lorsque nous sommes vingt à arriver sur un chantier, nous savons que une à trois personnes vont être renvoyées rapidement afin de nous obliger à travailler à fond

et de nous empêcher de poser des questions » décrit Pablo.

Dans leur pays de départ, les salariés des ETT connaissent souvent pauvreté et grande précarité. Cela les conduit à l'acceptation d'une autre précarité ici. Nous sommes acculés à « accepter ce qui n'est pas acceptable » finit par dire Maria.

La socialisation, au vu de ces éléments, n'est pas recherchée par les employeurs. Inscrire dans la législation la mobilité des salariés joue contre les migrants et leur réserve un statut de « mis à part ». Les règles d'un apartheid sont dessinées en pointillés. Par exemple, les salariés se voient interdire (oralement !) tout contact avec des personnes extérieures à l'exploitation (entreprise).

Le cadre du travail permet peu souvent la socialisation. Le plus souvent, il cantonne dans un monde parallèle.

Ceci peut expliquer qu'ils sont peu nombreux à s'inscrire durablement dans le territoire

économique, et encore moins dans le territoire social ou humain.

D'autres acteurs peuvent aider à ouvrir des horizons possibles. Souvent ils auront à entendre, à guérir les blessures et les meurtrissures provoquées sur le lieu du travail. Ces blessures sont tues.

Et pourtant il ne faut pas oublier Mohamed : « Mon père travaillait déjà avec ce patron. Je crois que nous faisons partie de la famille. Lorsqu'il y a une fête je suis invité, j'ai ma place lorsqu'ils se réunissent. Nous sommes bien ensemble. Il fait bon vivre ensemble. »

Quelques-uns ont donc ajouté au-delà des pratiques majoritaires, des discours et des textes aux longues phrases, un élément : l'humain.

Il faut en convenir, l'épaisseur humaine résout des situations particulières, elle est un fondement essentiel mais elle n'embrasse pas l'épaisseur sociale. Elle peut même être une blessure, une provocation, ajoutée à la désocialisation.

La situation actuelle nous inquiète, le pouvoir-vivre-ensemble est mis en cause, ébranlé.

Notre vocation est de devenir peuple.

Leur territoire, c'est la mer

Par **Guy Pasquier**



Guy PASQUIER est prêtre de la Mission de France. Il est marin retraité.

J'ai mené cette vie de marin au long cours pendant 15 ans, de 1992 à 2007, comme électricien, sur différents types de bateaux (porte-conteneurs, rouliers, pétroliers, gaziers), parcourant de longues routes sur tous les océans, et passant les grands caps. J'ai mis ainsi les pieds sur tous les continents dans plus de 40 pays, naviguant avec des marins d'une quinzaine de nationalités différentes. Cette vie a changé ma perception du monde, en acquérant peu à peu une vision géographique des espaces, par une sensibilisation aux différents climats, et surtout à travers la rencontre de diverses populations d'Amérique, d'Afrique, d'Asie et d'Océanie : se retrouver aux Iles Fidji, sur un marché, mêlé à la population mélanésienne, découvrir les mêmes gestes d'humanité, n'est pas banal, et ça marque durablement.

Aujourd'hui, ma façon de continuer cette vie de déplacement est de visiter les marins dont les bateaux font escale dans le port du Havre. Je continue ainsi à voyager, à aller à la rencontre de ces hommes (et quelques femmes) de différentes nationalités, cultures et religions : il peut y avoir un mélange à bord d'Indiens, de Chinois, de Philippins, avec des Russes, des Croates ou d'autres Européens. Je suis toujours frappé par leur accueil et leur capacité étonnante à vivre ensemble.

Importance de la mer

Regardons le globe terrestre : le bleu des eaux y est largement dominant, car les mers et les océans y occupent 70 % de la surface. Il est une phrase de Monsieur André Thomas, rédacteur en chef du journal *Le Marin*, que j'aime citer : « Avant que Jules Verne ou Léonard de Vinci n'imaginent l'idée du sous-marin, avant que la mythologie grecque ne crée Icare et le rêve de l'homme volant, les marins pratiquaient ce qu'on appelle aujourd'hui la mondialisa-

tion, qui a d'abord été une maritimisation du monde » Ce phénomène aboutit aujourd'hui à situer l'importance des mers et des océans : 90 % du commerce mondial (transport des matières premières, du pétrole et du gaz, des marchandises et des biens de consommation) se fait par voie maritime. Le poisson que nous consommons est pêché par quelque 30 millions de pêcheurs dans le monde, dont pour beaucoup c'est la nourriture de base. La mer permet aussi à notre planète de respirer, en recyclant le CO₂. Notre vie dépendra de plus en plus de la mer pour la nourriture, les énergies de demain, les métaux dont on aura besoin. Le risque de l'appropriation des mers par des intérêts privés est une menace réelle : il est important de se mobiliser pour que la mer demeure un bien commun de toute l'humanité.

Les marins affectés au commerce international sont environ 1,2 million, menant sur les mers quelque 50 000 bateaux, parcourant de longues routes intercontinentales. En 1976, pour contourner le canal de Suez hors de service après la guerre des six jours en Israël,

sont entrés en circulation d'énormes pétroliers géants, comme le *Battilius* pouvant transporter 550 000 tonnes de pétrole brut : 414 m de longueur, 63 m de largeur. Sa carrière s'est terminée en 1983, après le choc pétrolier. En mai 2015, au Havre, il y aura la cérémonie d'inauguration du porte-conteneurs *CMA CGM Kerguelen* pouvant transporter 18 000 conteneurs, soit l'équivalent de 9 000 remorques de camion : 398 m de longueur, 54 m de largeur. On est de nouveau dans la course au gigantisme qui oblige à construire des terminaux adaptés : jusqu'où ira-t-on ? L'effectif à bord d'un tel mastodonte est de 26 marins !

Une vie de marin

Le plus grand nombre des marins au long cours vient d'Asie et du sous-continent indien. Les plus nombreux sont les Philippins (20 %), avec les Chinois, les Indiens, les Indonésiens, les Birmans. Il y a aussi de nombreux marins d'Europe de l'Est : Baltes, Russes, Ukrainiens, Roumains, Croates, Bulgares. Le métier de ma-

rin est attractif par le salaire versé qui permet de bien faire vivre sa famille et de donner une bonne éducation aux enfants.

C'est une vie difficile, exigeante, prenante, par la technicité du travail au sein d'installations sophistiquées demandant un haut niveau de compétence, par les impératifs de sécurité qui nécessitent une grande vigilance et une attention constante. S'y ajoutent la menace et le danger réel de la piraterie dans certaines régions (la corne de l'Afrique, le détroit de Malacca et le golfe de Guinée), avec des bateaux saisis et attaqués, des marins rançonnés, blessés, voire tués. Des forces militaires sont présentes dans ces zones ; les bateaux sont autorisés à embarquer des gardiens armés.

Le temps d'embarquement varie selon la fonction et la nationalité. Les officiers ont une durée moindre d'embarquement (de 2 à 4 mois comme Français ou Européen, 6 mois comme Indien ou Philippin). À l'équipage, cela varie de 6 à 9 mois pour les Philippins, les Indiens, les Chinois et les autres.

Le mot de sacrifice est très utilisé par les marins pour qualifier leur vie et permettre un mieux-vivre de leur famille. C'est une vie de retrait, où la pression est constante, notamment pour les principaux de l'équipage (commandant, chef mécanicien, second capitaine). Le bateau n'est certainement pas toujours le « *sweet home* ». Des marins craquent nerveusement ou ne font pas face aux exigences de la fonction. J'entendais parfois des marins dire que le bateau était comme une prison, ce qui traduisait une sensation d'enfermement durement éprouvée. Aujourd'hui, le ressenti est moins fort et amoindri, car, sur de nombreux bateaux, les marins peuvent utiliser des moyens de communication par internet (courriel, réseaux sociaux, téléphone par satellite), à l'accès plus ou moins limité. La famille du bout du monde est ainsi rendue plus proche, la coupure avec le pays et l'actualité du monde moindre, du fait que des nouvelles de terre arrivent à bord.

La cabine est pour le marin comme un sanctuaire où il reconstitue son chez-soi par les

photos de sa famille et des objets religieux s'il est croyant, où il peut se retirer pour se reposer, lire, prier, écouter de la musique ou regarder une vidéo. On n'entre dans la cabine d'un marin que si on y est invité.

Par les visites à bord, je vis au rythme des soubresauts de l'histoire : les marins ont besoin de parler. J'ai pu échanger avec des officiers égyptiens sur les événements révolutionnaires dramatiques dans leur pays. Maintenant les Ukrainiens parlent plus facilement de la guerre civile chez eux. À bord d'un même bateau, on trouve des marins de la région séparatiste ou de Crimée, à la fois des pro-Russes et des fidèles à l'Ukraine. L'organisation du bord, avec son système hiérarchique, la fonction reconnue de chacun et le rôle régulateur du commandant, permet cette vie ensemble.

Approche mondialisée

Les marins sont des acteurs essentiels du travail mondialisé. Sur de grands chantiers in-

ternationaux, comme dans les pays du Golfe Persique, on trouve cette tour de Babel des travailleurs mondialisés : Philippins, Indiens, Chinois, Népalais. À bord des grands bateaux de croisière, il y a la présence de navigateurs d'une quarantaine de nationalités différentes, hommes et femmes. Nos vieux pays industrialisés sont secoués du fait qu'une part de l'activité économique est menacée d'être délocalisée pour aller là où la main d'œuvre est moins chère, provoquant ici chômage et pauvreté. Notre village, c'est la planète, disions-nous : c'est de plus en plus vrai, par les moyens de communication qui nous relient et nous mettent à l'écoute de tous les événements mondiaux. Il y a à la fois une plus grande approche universelle et une réaction à l'uniformité, perçue comme un non-respect des particularités, notamment religieuses. Il y a aussi une plus forte réaction des laissés-pour-compte du progrès économique, qui se considèrent comme des perdants de l'histoire et sont tentés de se tourner vers les extrémismes.

Ce monde maritime est ultra-libéral par

son organisation (pavillons de complaisance, séparation entre propriétaires et gestionnaires) mais il obéit à des conventions internationales (pour la sécurité, la lutte contre la pollution, les formations maritimes). La dernière et non la moindre est la convention du travail maritime (MLC, adoptée en 2006 à l'OIT/BIT, entrée en application en août 2013) : c'est un renforcement des droits des marins, quant à leurs conditions de vie et de travail, à partir de la notion reconnue et défendue de travail décent.

Ce n'est pas non plus un monde inorganisé : il existe un syndicat international des marins, ITF (*International Transport workers' Federation*), auquel sont affiliés de très nombreux syndicats nationaux de marins. ITF dispose aussi d'un réseau mondial très efficace de plus de 120 inspecteurs, auxquels les marins peuvent se référer et demander de l'aide.

Les Églises constituent aussi un réseau d'assistance connu et apprécié des marins, avec l'accueil dans les *seamen's clubs*. Les 325 lieux

d'accueil dans les ports de 77 pays, sont essentiellement tenus par elles : ce sont des espaces conviviaux de détente où les marins trouvent des moyens de communication et avec qui parler. Les Églises sont reliées dans le réseau ICMA (*International Christian Maritime Association*). Ce sont elles aussi qui assurent les visites à bord, rendues indispensables du fait que les escales sont courtes, que les marins sont bien occupés et que les terminaux sont loin de tout.

Et la famille ?

Cette vie de marin marquée par les absences n'est pas sans conséquences sur la vie de famille. La caractéristique pour les marins à l'équipage est de faire de longs mois de navigation : de 6 à 9 mois. Je rencontre quelques marins philippins prolongeant leur contrat en disant avoir un besoin pressant d'argent. Je leur dis toujours que leur famille a besoin d'eux, notamment leurs enfants. En effet, ils ne les voient pas grandir : sur une vie de 30 ans de navi-

gation, avec 9 mois à bord et 3 mois à terre, cela représente un temps effectif de navigation de plus de 22 ans ! J'ai souvent échangé avec un cuisinier philippin encore jeune, papa d'un bébé de deux ans gardé par sa propre mère, dont l'épouse était infirmière en Arabie Saoudite. Partant en congés, il me disait qu'il ne verrait pas son épouse cette fois-ci, car elle ne revenait au pays que tous les deux ans. Quelle vie ! Dans mes visites, je reçois des demandes de prière pour un parent gravement malade que le marin ne reverra pas vivant, ou déjà décédé sans qu'il ait pu être là pour la sépulture. Ce sont des souffrances cachées et tues, portées dans la solitude. Quand on est en confiance, les marins me montrent sur leur téléphone la photo de leur épouse avec leurs enfants, dont parfois le nouveau bébé qu'ils n'ont pas vu naître : ils l'appellent le bébé Facebook !

* * *

La vie de marin est faite de mobilité, au service du bateau pour aller d'un port à un autre,

parfois situé à l'autre bout du monde. Ce sont souvent de longs temps passés en mer dans les déserts océaniques. La beauté du décor avec la splendeur des levers ou des couchers de soleil, la magnificence des ciels étoilés, est une gratification inoubliable. Mais la mer, quand elle devient énorme et tumultueuse, sait nous ramener à notre petitesse. Le travail incessant rythme les journées et aide à surmonter la solitude éprouvante du fait de l'éloignement des siens, que ne comblent pas même les meilleurs rapports humains à bord.

Une telle vie passionnante et exigeante nécessite des repères. C'est celui de la présence avec ceux et celles dont on est proche : on a besoin de savoir qu'ils sont embarqués avec soi. C'est celui du temps qui avance dans le contrat, avec son début et son terme connus. C'est celui des événements aussi bien ceux de la vie de famille que ceux du monde. La communication est essentielle pour ne pas être déphasé lors du retour. Leur territoire, c'est la mer ; leur désir, c'est de rester des hommes, non de devenir comme des zombies.



Deux peuples prisonniers l'un de l'autre

Par Alain Le Négrate



Alain est prêtre de la Mission de France. Il travaille dans un laboratoire d'Ethologie expérimentale et comparée.

En Israël-Palestine on apprend vite que le mur de 700 km, balafrant le pays, traverse aussi le langage. Deux lexiques désignent des réalités comparables ou non, selon le point de vue : Israël ou Palestine, implantation ou colonisation, terrorisme ou guerre de libération, Judée-Samarie ou Cisjordanie, Mont du Temple ou Esplanade des Mosquées, clôture de sécurité ou mur de la honte et, le plus clivant, *Shoah* ou *Nakba* deux mots qui signifient « catastrophe »¹.

1. Les Palestiniens désignent par *Nakba* la catastrophe (en arabe) de leur expulsion en 1948.

Bantoustans

Aux postes de contrôle, les pèlerins sont impressionnés par les jeunes filles en treillis traversant l'autocar avec une mitraillette. La mise en scène est au point pendant que le guide explique le découpage kafkaïen des territoires de Cisjordanie depuis Oslo, en zones A, B et C et, autour d'Hébron, en zones H1 et H2. S'il est juif, il ne manque pas d'ajouter – sans y croire – que tout cela reviendra un jour aux Palestiniens.

Depuis longtemps, sur un territoire trop fragmenté, un État palestinien viable n'est plus possible. A-t-on jamais réalisé un État sur des bantoustans ? Le tramway de Jérusalem entérine ce constat en rendant définitives les colonies-implantations israéliennes construites au-delà de la ligne verte ². Depuis août 2011, il facilite les déplacements dans une ville aux artères bouchées, de bientôt un million d'âmes. Au moins le tramway est ouvert à tous ceux qui

peuvent payer le transport.

Deux peuples, une terre

Après les attentats de Charlie Hebdo et de l'Hyper-Cacher, Netanyahu a demandé aux juifs de nos quartiers de rentrer « chez eux ». L'invitation a agacé certains, elle reflète pourtant une stratégie bien rôdée. Le discours sur l'antisémitisme, qui met en danger le juif en diaspora, sert à justifier les ambitions territoriales par une immigration massive. Le même Premier Ministre a gagné les législatives à la Knesset en mars 2015 en promettant, trois jours avant le vote, de refuser un État palestinien. Deux mois plus tard, il certifie le contraire. Ce jeu étrange illustre toute l'impasse d'un État juif séparé. Les deux peuples sont prisonniers l'un de l'autre. Même une séparation ne les libérera pas. Le territoire est minuscule, la surface d'Israël-Palestine ne mesure pas plus de deux départements français.

Mais comment parvenir à une gestion com-

2. La « ligne verte » est la frontière qui a séparé, de 1948 à 1967, la partie de la Palestine occupée par Israël de celle occupée par la Jordanie suite à la guerre déclarée par les pays arabes le lendemain de la création de l'État juif.

mune de l'espace puisque, pour le peuple juif, le danger le plus immédiat c'est l'assimilation ? « Deux peuples pour une terre », a résumé Martin Buber³. Le philosophe envisageait un État binational, une fiction juridique donnant la souveraineté à chacune des deux nations. Ben Gourion voulait un État juif – non pas un État binational – tout en reconnaissant, juste après la Guerre des Six-Jours, qu'il n'existait pas d'exemple dans l'histoire de peuple qui aurait tout simplement baissé les bras et permis à un autre peuple de lui ravir sa terre⁴. Pas plus que Buber, Ben Gourion n'avait de réponse aux questions centrales du statut de Jérusalem et du retour des réfugiés palestiniens. Sans parler du facteur religieux aggravant et politisé à outrance, le Hamas⁵ d'un côté et les sionistes religieux de l'autre.

La culpabilité de l'Occident

Dans l'impasse du conflit israélo-palestinien, pour que les parties puissent simplement se regarder en face, il faut un tiers. Les États-Unis croyaient être seuls à pouvoir jouer ce rôle. Leur soutien constant, depuis 1967, d'un point de vue économique, diplomatique et militaire sans faille à Israël, a fait de ce conflit un problème de politique intérieure américaine. Les arabes le disent depuis longtemps, Henry Laurens⁶, historien au Collège France, ne dit pas autre chose. Couronnée avec trop de hâte par des prix Nobel, la paix reste un vœu pieux⁷. Et pourtant il faut un tiers parce que sur cet étroit territoire, l'enjeu géopolitique est immense car s'y affrontent rien moins que l'Islam et l'Occident.

3. Martin Buber, philosophe né à Vienne en 1878, est mort à Jérusalem en 1965. Il était marié à une chrétienne. Son œuvre littéraire est habitée par la question du dialogue.

4. Edward Saïd, *Culture et résistance*, Fayard, 2004.

5. Le Hamas a pris le pouvoir à Gaza par les urnes en 2006. Fondé par cheikh Ahmed Yassine en 1987, dans le contexte de la 1ère Intifada, ce mouvement issu des Frères Musulmans ne reconnaît pas l'État d'Israël et considère que seule la lutte armée mettra un terme à l'« invasion sioniste ».

6. Henry Laurens, titulaire de la chaire d'Histoire contemporaine du monde arabe au Collège de France, a publié *La question de Palestine* chez Fayard en 4 tomes, 3 000 pages. Le 5ème tome est à l'écriture.

7. Le Prix Nobel de la Paix a été décerné en 1994 à Yasser Arafat, Yitzhak Rabin et Shimon Pérès, après la signature à Washington des accords d'Oslo le 13 septembre 1993.

Leïla Shahid ⁸ ne manque pas de rappeler qu'elle voit mal pourquoi les Palestiniens devraient payer le prix d'atrocités perpétrées en terre chrétienne, d'un crime qu'ils n'ont pas commis. La Shoah a effectivement favorisé les décisions des Nations Unies de partager la Palestine en 1947. Jean Daniel confirme, en balayant l'histoire du sionisme depuis la Déclaration Balfour ⁹ : « Fruit de la culpabilité de l'Occident, Israël apparaît comme sa dernière entreprise coloniale ¹⁰. »

Une souffrance profonde

On peut écouter des témoins privilégiés loin d'être tous des fanatiques, côté palestinien et aussi côté juif. Généralement heureux de rencontrer des visiteurs, ils sollicitent soutiens, appuis ou relais à leur aspiration à mieux. On peut aussi se laisser interpellé par les intellec-

tuels comme Edward Saïd. Né à Jérusalem en 1935, il a vécu avec sa famille au Caire avant de gagner les États-Unis. Il a dit : « Pourquoi attendons-nous du monde entier qu'il prenne conscience de nos souffrances en tant qu'arabes si nous ne sommes pas en mesure de prendre conscience de celles des autres, quand bien même il s'agit de nos oppresseurs ? Reconnaître l'histoire de l'Holocauste et la folie du génocide contre le peuple juif nous rend crédibles pour ce qui est de notre propre histoire ; cela nous permet de demander aux Israéliens et aux juifs d'établir un lien entre l'Holocauste et les injustices sionistes imposées aux Palestiniens ¹¹. » Le plus difficile est d'assumer non seulement sa propre histoire mais aussi la mémoire de l'autre.

Les juifs israéliens comme les palestiniens sont habités par une souffrance profonde. Pour les premiers, le génocide nazi fait partie inté-

8. Leïla Shahid, née en 1949, a été ambassadrice de l'Autorité palestinienne auprès de l'Union européenne de 2005 à 2015.

9. En novembre 1917, la Déclaration Balfour en Grande-Bretagne autorise les juifs exilés partout à fonder un « Foyer national juif » en Palestine. C'est l'aboutissement de dix années d'efforts de Theodor Herzl qui a besoin du concours d'une grande puissance pour engager la marche vers un État pour les juifs.

10. Jean Daniel, *Israël, les Arabes, la Palestine. Chroniques 1956-2008*, Galaade éd., 2008.

11. Edward Saïd, *Le Monde diplomatique*, août 1998.

grante de leur identité. Chaque attentat est vécu comme le signe d'une possible résurgence de la bête immonde, parfois comme la preuve d'un antisémitisme éternel. Pour les Palestiniens, la Nakba reste le traumatisme dont ils continuent de subir les effets et dont ils craignent aussi la répétition.

À la limite, c'est de la conscience victimaire que pourrait venir une ouverture. Cela suppose de déconstruire les récits manichéens destinés à empêcher toute expression d'empathie pour le sort de l'autre. Émile Shoufani, archimandrite melkite à Nazareth, travaille sur les mémoires en ce sens avec des élèves juifs et palestiniens.

Graffiti à Mea Shearim

Edward Saïd, disparu en 2003, était pianiste virtuose et ami de Daniel Barenboïm. Nos oreilles d'Européens sont sensibles à cette musique et notre regard se tourne vers les passeurs de ce genre, et bien d'autres comme Nevé

Shalom (Oasis de Paix), le monastère bénédictin d'Abou Gosh et toute initiative temporaire ou pérenne sans calcul politique. Il y a encore les « nouveaux historiens »¹² ainsi que les archéologues israéliens qui démontent le recours trop politique à la Bible. Elle est facilement instrumentalisée afin de ressusciter le mythique empire de David et Salomon ou, pire encore, d'asseoir l'objectif de bâtir le troisième Temple.

Mais quand, sous un prétexte quelconque, la valeur d'une vie humaine est pesée sur une balance à deux poids, deux mesures, nous ne lisons plus la même Bible. Alors s'imposent à la mémoire les images lunaires de Gaza avec les chiffres du nombre de victimes pendant les trois guerres très asymétriques. Ces guerres n'ont pas mis à genoux le Hamas¹³, elles n'apportent pas de solution. La violence, à terme, ne peut rien contre le refus par un peuple de sortir de l'histoire ni - espérons-le - contre la force du droit.

12. Parmi les nouveaux historiens, citons Tom Segev, Avi Schlaïm, Ilan Pappé, Benny Morris avant son revirement en 2004. Longtemps niée ou refoulée en Israël comme en Occident, l'expulsion des Palestiniens chassés de chez eux en 1948-1949 par les milices juives, puis par l'armée israélienne est désormais un fait établi grâce à leurs travaux.

13. « Pluies d'été » de juin à novembre 2006, « Plomb durci » en 2008-2009, « Bordure protectrice » en 2014.

En cherchant bien ou en s'égarant du côté de Mea Shearim, chez les plus orthodoxes parmi les Juifs les plus pittoresques, on peut lire en hébreu sur un mur du quartier : « Rendez

cette terre aux Arabes »¹⁴. Ces hassidim considèrent que la terre promise ne s'arrache pas au bulldozer, c'est le Messie qui la donnera quand il viendra. Patience.

14. Pierre-Henry Salfati, *Talmud : Enquête dans un monde très secret*, Albin Michel, 2009.

Le territoire, une réalité dépassée ?

Par Nicolas Renard



Nicolas est laïc, membre de la Communauté Mission de France dans l'équipe précarité. Il a été principal de collège en banlieue parisienne.

La multiplication des voyages, la mondialisation des échanges économiques ou le développement d'internet et des réseaux sociaux peuvent nous amener à penser que l'idée de territoire n'a plus grand sens. Nous avons repoussé les frontières. Nous consommons des produits venus du monde entier, nous adoptons des plats ou des vêtements venus de tous les horizons. Une même langue nous permet d'échanger à peu près partout. L'attachement au territoire ne serait-il pas alors comme la manifestation d'une difficulté à entrer dans ce monde nouveau, une crainte rétrograde face à des changements qui font peur.

Est-ce si simple que cela ? L'idée de territoire est-elle une idée aussi caduque que certains voudraient nous le laisser penser ? Les revendications d'autonomie de nombre de régions

en Europe ou ailleurs, la valorisation des patrimoines historiques ou le succès de manifestations régionales ou locales ne seraient-ils que des survivances du passé ?

S'orienter dans cette question suppose que nous revenions à ce qu'est un territoire et à ce qu'il représente pour le développement de chacun de nous. Ce détour nous aidera à mieux saisir ce qu'il en est aujourd'hui, notamment pour tous ceux que l'on prive de territoires ou que l'on contraint à un brusque changement d'univers.

Un lieu où je m'enracine

De l'animal, on dit qu'il a un territoire pour signifier l'espace à l'intérieur duquel il évolue et au sein duquel il trouve sa pitance. Une transplantation brutale risque de le laisser désespéré, voire paralysé. Il aura perdu ses repères et ne saura plus s'orienter pour satisfaire ses besoins.

Peut-être cela peut-il nous aider à comprendre ce qu'est le territoire de l'homme, même si ce dernier est évidemment marqué par le langage et la culture. Le territoire est en effet un

espace où nous avons nos repères, un espace que nous comprenons et au sein duquel nous nous orientons. Le jeune enfant prend peu à peu connaissance du monde qui l'entoure et il y trouve progressivement ses marques qui vont lui permettre d'évoluer. Il sait où il va, il prend conscience des dangers qui l'entourent, il découvre ce qui, autour de lui, peut lui procurer plaisir ou l'aider, ce dont il faut se méfier. C'est le lieu d'une familiarité qui lui permet de grandir. C'est un espace en extension qui s'élargit peu à peu depuis le berceau en passant par les différentes étapes qui l'amènent à élargir son horizon et à prendre son indépendance.

Cet espace, ce territoire propre à l'homme a pour caractéristique essentielle sa dimension culturelle. Les hommes y parlent en général un même langage, ils adoptent la même monnaie d'échange, ils ont les mêmes mesures, ils ont les mêmes lois et des règles de vie commune et ils sont enfin soumis au même pouvoir. Tous ces éléments leur permettent de communiquer et d'échanger sans surprise. Le territoire est un espace rassurant où je peux m'ouvrir aux autres sans craindre à chaque instant des réactions in-

contrôlées et incompréhensibles de leur part. Il me permet d'établir des relations prévisibles et durables. C'est par la façon dont se construit le territoire que peut être contrôlée la violence dont peuvent être porteurs aussi bien les individus que les sociétés.

Le territoire humain comprend évidemment une forte valeur symbolique. Le partage des territoires n'est pas d'abord le fait de réalités naturelles. Il est marqué par l'histoire. Des peuples se sont constitués dans leurs différences réciproques. Ils ont adopté des règles de vie qui leur sont propres et ils se sont distingués les uns des autres, entretenant ensuite des rapports complexes de coopération ou de conflit, voire de guerre.

Le territoire et sa frontière

En ce sens le territoire est inséparable de l'idée de frontière. La frontière, c'est ce qui borde mon espace vital, c'est ce qui donne limite au lieu de ma familiarité. C'est l'au-delà de quoi se trouve un monde inconnu et différent qui, tout à la fois, peut être attirant et faire peur. Au-delà de la frontière, des hommes par-

lent une langue différente que je ne comprends pas, ils ne sont pas habillés de la même façon et ont des modes de vie qui me déconcertent. Je peux en avoir peur mais c'est aussi l'occasion de m'ouvrir à la nouveauté, d'enrichir mon horizon. La frontière invite d'une certaine façon à la transgression pour partir à la découverte de l'inconnu. C'est l'appel du dehors pour sortir de la routine. Et grandir, pour l'homme, c'est peu à peu repousser les limites, s'aventurer au-delà des frontières.

On mesure ainsi l'importance que peut revêtir le territoire. C'est le lieu d'une familiarité. C'est le cadre rassurant qui va me permettre de me construire et de trouver des repères. Mais ce n'est pas une réalité figée et la frontière m'invite à aller au-delà, à découvrir celui qui vit de l'autre côté. Je découvre l'autre différent dans la mesure où je me suis constitué ma propre identité, où je sais qui je suis. J'ai envie de voir ce qu'il y a de l'autre côté de l'eau mais mon exploration se fera à partir d'un port d'attache. La frontière est ce qui permet que se construise mon identité dans une relation à l'altérité.

Avoir un territoire, être de quelque part

est donc fondamental. Ce sont les racines qui nous nourrissent et nous permettent de croître dans la lumière. Mais cet attachement ne nous condamne pas à l'enfermement. Je suis appelé à aller au-delà et à rencontrer l'autre. Mais je ne peux prendre ce risque que si je dispose de racines solides qui m'évitent de tomber dans la confusion ou dans la schizophrénie.

Que se passe-t-il aujourd'hui ? Dans quel monde évoluons-nous ?

L'élargissement du territoire

La première constatation qui vient à l'esprit, c'est évidemment le formidable élargissement du territoire que permet la mondialisation ou la croissance des espaces virtuels. Nous nous déplaçons beaucoup plus facilement et les voyages nous donnent accès à d'autres territoires et d'autres cultures. Notre alimentation s'est enrichie du meilleur de la cuisine mondiale, nous profitons de l'incroyable diversité des paysages et des milieux naturels mondiaux, nous accédons à des patrimoines d'une incroyable richesse. Et la mondialisation engendre un fort accroissement de nos niveaux

de vie dans la mesure où un grand nombre de personnes accèdent à des produits de plus en plus sophistiqués et de plus en plus nombreux. Aucune civilisation n'aura ainsi eu l'occasion de tant s'enrichir de la diversité des cultures mondiales.

Internet, les téléphones portables ou les réseaux sociaux eux-mêmes poussent les frontières de nos territoires en nous faisant accéder directement à des personnes que nous n'aurions pas pu rencontrer auparavant. Ainsi peuvent se partager des informations, des intérêts qui élargissent le cercle de nos relations. Ici, le réseau se substitue au territoire.

Certes, diront certains, ces nouveaux modes de relations sont parfois bien superficiels. Combien de touristes ne connaîtront des pays qu'ils abordent que quelques espaces artificiels avec guère de rapport avec ce que vivent réellement les habitants. On pourra aussi dire que les réseaux sociaux ne nous offrent parfois qu'une relation d'occasion, infiniment moins riche que la rencontre en présence physique.

Il n'en reste pas moins que les différents moyens de communication ou de transport

issus des nouvelles technologies ont considérablement élargi nos horizons et enrichi notre vie quotidienne. Nous ne sommes plus rivés à un territoire particulier. Nous sommes devenus citoyens du monde dans un espace qui nous est commun et qui permet à tous de s'orienter.

Les choses sont-elles aussi simples et devons-nous accepter sans réserve l'idée d'un progrès de l'humanité corrélatif à la suppression des territoires au profit d'un espace unique ? Quelques constats vont peut-être permettre d'atténuer cet optimisme.

Des inégalités

Constatons tout d'abord que tout le monde n'est pas égal dans cette forme de dilatation et d'enrichissement que permet le monde où nous vivons. Si certains peuvent aller chercher le soleil au bout du monde en hiver, envoyer leurs enfants faire des études à l'étranger, profiter d'un week-end pour aller visiter une exposition à Londres ou à New-York et bénéficier enfin d'une multitude de services dans la ville où ils habitent, d'autres ont des périmètres beaucoup plus restreints. Une importante étude est

actuellement menée en France pour essayer de mesurer le territoire exact des uns et des autres et voir l'étendue de leurs déplacements de rapprochés ou plus lointains. On s'aperçoit ainsi que certains évoluent au sein de territoires extrêmement réduits : personnes âgées au budget très modeste et qui n'ont jamais beaucoup quitté leur lieu d'habitation, habitants de cités qui ne partent pas toujours en vacances et dont le territoire se limite à un groupe d'immeubles et à quelques services de proximité. Dans la ville cohabitent des personnes qui ont des territoires extrêmement différents. La facilitation des déplacements est une aubaine pour beaucoup. Elle ne profite pas à tous et les écarts dans ce domaine se sont considérablement accrus. Nous ne sommes pas tous égaux dans l'ouverture à l'étranger, loin de là.

Des déplacements contraints

Et puis il y a tous ceux qui sont brutalement contraints au changement de territoire. Pensons ici aux dizaines de millions de personnes que la guerre ou la pauvreté ont contraintes à un déracinement brutal.

Nous avons dit combien le franchissement des frontières est positif quand il est choisi et assumé. Il peut être très violent s'il est imposé brutalement. Encore plus si le nouveau cadre de vie se réduit à un camp de réfugiés ou à un camp de transit. Et il est aussi violent quand il plonge dans un monde dont les codes ne sont pas connus et où le manque de moyens condamne à une vie très précaire. Le déplacement s'accompagne en général d'une forme d'exclusion sociale redoutable. Il est bon de pouvoir sortir de son territoire quand on le peut et quand on le veut. Il est redoutable d'y être contraint sans avoir véritablement les moyens de s'adapter.

Vers un monde uniforme ?

La troisième interrogation concernant l'évolution actuelle porte sur le risque d'uniformisation mondiale résultant de la disparition des frontières. La croissance des échanges peut en effet mener à adopter partout les mêmes normes et les mêmes modes de vie. « Anglais, coca cola et jean » pour céder à la caricature.

Ce mouvement vers des modes de vie com-

muns est tentant, notamment au plan linguistique. Quelle facilité et quel bénéfice de pouvoir communiquer directement et sans interprète, quel que soit le pays où l'on se trouve ! Richesse d'une terre devenue commune, d'un territoire universel dont tous les habitants du globe seraient familiers.

Mais c'est aussi un piège redoutable. Certes la diversité des langues contraint à un incessant travail de traduction. Mais c'est aussi une richesse. Chaque langue dispose de sa façon propre de dire le monde et de le représenter, de même que les multiples cultures ont su adopter des vêtements, des architectures ou des cuisines différents. Certains peuples disposent par exemple d'une palette de mots beaucoup plus large pour décrire l'univers particulier dans lequel ils vivent. Certains langages sont plus concrets, d'autres ont une grande aptitude à mener des débats réflexifs. L'acheminement vers l'uniformité nous rendrait orphelins de cette extraordinaire diversité.

Peut-être ce risque explique-t-il la multiplication des initiatives pour défendre des particularités régionales ou locales. Ces revendica-

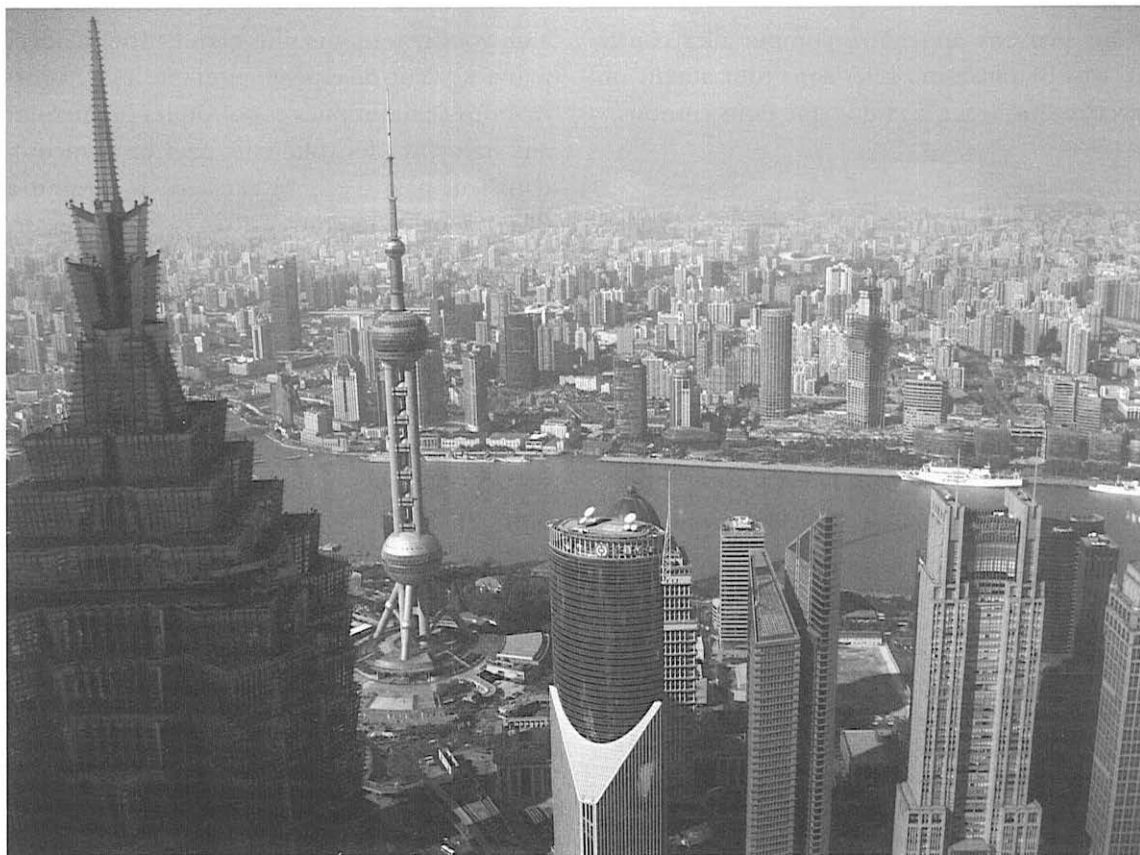
tions peuvent apparaître comme aller contre le sens de l'histoire. Elles sont tout autant un avertissement sur le risque que nous courons.

* * *

Les mutations que connaissent actuellement les territoires créent un bouleversement de civilisation sans précédent. Peut-on imaginer que les développements des échanges et des communications permettent de préserver la diversité et la richesse des cultures qui nous ont portés ? Peut-on espérer que le développement des transports et des communications profite à tous sans que les inégalités sociales aboutissent

à un gouffre toujours plus grand entre riches et pauvres ? Peut-on espérer enfin que les transformations économiques et politiques permettent aux habitants des différents pays de demeurer dans leur pays d'origine sans être contraints à des arrachements souvent très violents ?

Nous avons tous besoin d'un territoire qui nous permette de découvrir le monde et d'en devenir familier. Nous avons tous besoin de dépasser les limites de ce territoire pour découvrir les richesses de l'au-delà des frontières. Nous devons tenir cet équilibre entre racines et mouvement vers l'extérieur. Un équilibre que notre monde ne respecte pas toujours.



“ Diversifier la présence de l’Église. ”

Par Henri Jérôme Gagey



Henri-Jérôme Gagey est professeur de théologie à l'Institut Catholique de Paris et nouvellement nommé vicaire général du diocèse de Créteil.

Le paradigme émergent d'une diversification de la présence de l'Église

Pour opérer ce passage à une présence ecclésiale diversifiée, il faut rompre avec l'utopie pastorale qui identifie idéalement les assemblées paroissiales au cœur battant de communautés naturelles totalisantes. Or la fascination qu'elle continue d'exercer empêche de penser à nouveaux frais la géographie des « noeuds de socialisation » disséminés que présente notre société hypermoderne, et donc d'imaginer à quoi pourraient correspondre symétriquement des types pertinents de « noeuds de socialisation chrétienne ». Je force le trait à l'aide de la métaphore de l'alimentation.

Pour l'urgence ou l'imprévu, chacun re-

court à « l'arabe du coin » ou au Mono'p ; pour les petites courses de base à Carrefour-City ou Leader Price ; pour les courses de fond, au supermarché une fois par semaine. Pour les extras ou les soirs de fêtes, on préférera les boutiques gastronomiques spécialisées, sans compter le sandwich lors d'un voyage en train et la cantine d'entreprise. Nous ne serons plus jamais les habitués d'un seul comptoir !

Il en va de même pour les nourritures spirituelles. Aucune communauté n'est en mesure de tout assurer et malgré les remontrances de leur curé, « ils » iront nécessairement voir ailleurs, « ils » pratiqueront nécessairement une forme de « nomadisme » ecclésial. Tenter de « les » retenir, de « les » fixer définitivement et exclusivement en un lieu, c'est peine perdue. Plus encore, ce serait négatif. En effet, si la paroisse conserve un rôle significatif correspondant à celui que continue de jouer le lieu de résidence dans la « socialisation » des sujets et particulièrement des plus jeunes, ce rôle doit être envisagé dans le cadre plus large des multiples instances de socialisation qui construisent

chacun et organisent son expérience. Au niveau de la commune rurale ou du quartier en ville se jouent la scolarisation des enfants en primaire, les courses d'alimentation quotidienne, l'accès aux soins non spécialisés. Mais c'est déjà sur une échelle bien plus vaste que se trouvent collèges et lycées, cinémas et centres commerciaux ou hospitaliers, pour ne pas parler des théâtres et des universités. C'est encore à une autre géographie que se réfèrent la visite chez le psy, les réseaux sociaux sur Internet, etc.

À chacun de ces niveaux disséminés de socialisation se jouent des dimensions fondatrices de la construction et du maintien des identités individuelles auxquelles doivent correspondre des propositions chrétiennes adaptées qui ne peuvent assurément pas être toutes prises en charge par l'institution paroissiale. Dès à présent, elles dessinent la figure d'une Église en réseau : de l'inscription des enfants au catéchisme à la célébration d'un deuil ; de la retraite dans un monastère à la participation à un grand rassemblement en forme de pèlerinage comme les JMJ ; de la participation à une communauté de

proximité ; ou de l'affiliation à un groupe de partage de vie ou de prière à la participation au CCFD ou au Secours Catholique ; sans parler de la « retraite dans la ville » des dominicains de Lille ou des escales spirituelles offertes sur « Notre-Dame du Web », etc. Mais accepter de jouer le jeu de cette dissémination des lieux de socialisation chrétienne, davantage reliés sous la forme d'un maillage souple que d'une rigide pyramide, pose deux questions.

Tout d'abord celle de l'établissement entre tous ces lieux de liens de communion. Ce qui est en jeu ici c'est l'apprentissage concret de la vie diocésaine afin de mettre en oeuvre la concentration théologique opérée par Vatican II sur le diocèse comme Église particulière dotée de toutes les notes de l'Église (unité, sainteté, catholicité et apostolicité). Je le disais plus haut, ces apprentissages sont en cours et l'on peut dès aujourd'hui constater que bien des laïcs ont pris conscience de la dimension proprement et principalement diocésaine de leur existence

chrétienne. De la même manière, la mise en place des multiples instances de concertation et de collaboration entre les acteurs de la mission de l'Église au sein des diocèses et au niveau de la Conférence des Évêques commence à montrer une vraie efficacité. Cet apprentissage de la « synodalité » reste à approfondir et nous ne sommes pas au bout de nos peines¹.

Mais du point de vue qui est le mien dans cet ouvrage, la vraie difficulté est ailleurs. En effet, ces lieux disséminés de socialisation chrétienne ne seront significatifs que s'ils sont porteurs d'une proposition et d'une identité fortes. Au village, dans le cadre d'une communauté encore structurée de façon traditionnelle, un signe n'avait pas besoin d'être vigoureux pour se faire entendre. Les « rendez-vous ecclésiaux » – essentiellement liturgiques – s'inscrivaient dans un calendrier régulier immémorialement fixé. Un geste discret du curé dont la silhouette était connue suffisait à rafraîchir la mémoire des plus étourdies de ses ouailles. Il fallait s'être

1. Je ne peux m'étendre ici sur cet aspect des choses qui a été traité de manière plus détaillée dans *Des ministres pour l'Église*.

délibérément affranchi du petit troupeau par un choix mûri, ou bien appartenir de manière constituée à une autre communauté de référence pour ne pas se sentir concerné. L'individu postmoderne "multi-appartenant" ne se laisse plus aussi facilement rassembler. Rendu inaudible dans le tumulte de la circulation dans les grandes métropoles et ininterprétable au milieu de la multitude des dépliant, spots télévisés, affiches et prospectus dont nous sommes inondés, le tintement d'une cloche, n'y suffit plus. L'appel doit être plus vigoureux, la proposition adressée doit être présentée de manière réellement prometteuse par un groupe ou une association de témoins à la conviction ferme et contagieuse. D'un simple point de vue de sociologie et de psychologie religieuses, il vaudrait la peine de méditer davantage les raisons de la capacité dont font preuve certains groupes évangéliques ou musulmans pour rassembler des fidèles nombreux dans des quartiers déshérités réputés « irrégieux ».

Dans un monde postmoderne qui n'est pas moins postchrétien, quelle sorte de rumeur doit précéder la marche du témoin de la Bonne Nouvelle du Règne pour qu'il rencontre des foules disponibles à l'écoute de la Parole² ? Pour répondre à cette question il faut rompre avec l'attitude quasi réflexe, héritée du temps de la civilisation paroissiale, qui pousse à tenir pour acquis qu'une sorte de force d'inertie prédisposerait chacun à se retourner vers l'Église comme une institution légitime pour lui adresser les questions essentielles de son existence. Mais la comparaison faite ici avec la manière d'être des groupes évangéliques et musulmans radicaux rend pratiquement cette question inaudible. Elle suggère en effet que pour être appelant, un groupement religieux devrait prendre une forme sectaire ou, comme on le dit de manière superficielle, communautariste.

Or, dans le contexte actuel, cette perspective suscite un tel effroi qu'il semble impossi-

2. « Puis, parcourant toute la Galilée, il enseignait dans leurs synagogues, proclamait la bonne nouvelle du règne et guérissait toutes maladies et toute infirmité parmi le peuple. Sa renommée gagna toute la série, et on lui amena tous ce qui souffraient, en proie à toutes sortes de maladies et de tourments démoniaques, lunatiques, paralysés ; il les guérit » (Mt 4, 23-24).

ble de l'examiner sérieusement. Ici le facteur "bloquant" n'est plus à chercher du côté des paradigmes fantômes qui obnubilent notre mémoire ecclésiale. Il se trouve davantage dans l'irrésistible méfiance que suscite le développement apparemment irrésistible de mouvements sectaires qui, selon nombre d'observateurs, dessinent la forme la plus probable que prendra le christianisme à venir sur les décombres de ses formes les plus classiques³. Or cette possibilité paralyse l'imagination pastorale dans

un contexte politique et culturel marqué par la dénonciation pratiquement unanime de la menace communautariste dont, sans beaucoup de nuances, on décèle l'émergence en toute forme de vie religieuse communautaire un tant soit peu énergique et visible. Un discernement théologique et pastoral est donc nécessaire pour mesurer ce qu'il en est du danger que représente ce prétendu « communautarisme » religieux aujourd'hui et jusqu'où il est compatible avec les exigences propres du catholicisme.

«Les ressources de la foi»

Éditions Salvator janvier 2015

Extrait (pages 87 à 93)

*publié avec l'aimable autorisation
des Éditions Salvator*

3. Voir la remarque ironique du sociologue des religions américain Peter Berger selon qui les groupes religieux radicaux qui n'ont « pas essayé de s'adapter aux exigences supposées d'un monde sécularisé [...] les groupes religieux dont les croyances et les pratiques dégoulinent de surnaturel réactionnaire (pas du tout le genre qui plaît aux universitaires distingués) ont beaucoup mieux réussi » que les autres (Peter BERGER, *Le réenchantement du monde*, Bayard, Paris, 2001, p. 17.) Voir encore Olivier ROY, *La sainte ignorance. Le temps de la religion sans culture*, Seuil, Paris, 2008.



Un diocèse sans territoire !

Par Jean-Marie Ploux



Prêtre de la Mission de France et théologien, Jean-Marie réside à Pontigny et fait partie de l'équipe de la Vallée du Serein.

La Mission de France est une Prélature territoriale appelée autrefois Prélature *nullius* (sous-entendu *Diocesis*). Je ne vais pas m'attarder à faire l'histoire de cette « prélature nullius », d'autres, bien plus compétents, l'ont faite avant moi. Donc je pars librement de cet état de fait : la Mission de France, pendant dix ans, ne fut à Lisieux qu'un séminaire accompagné par le Cardinal Suhard agissant au nom de l'Assemblée des Cardinaux et Archevêques¹. Ce séminaire accompagnait lui-même les différentes équipes implantées en France². Pour les uns, ce séminaire avait vocation à rééquilibrer la présence sacerdotale entre diocèses riches en voca-

1. À cette époque, avant le Concile, il n'y avait pas de Conférence épiscopale.

2. Et en Algérie qui faisait partie de la France...

tions et ceux qui en étaient pauvres ou dépourvus ; pour les autres - le Cardinal Suhard avant tout autre - il devait former des prêtres aptes à rencontrer ce nouveau monde qui émergeait après la seconde guerre mondiale.

Par une Constitution apostolique datée du 15 août 1954, Pie XII érigea la Mission de France en Prélature *nullius* que l'on appelle donc aujourd'hui territoriale³. À l'origine, il s'agissait d'exempter des abbayes de la juridiction des évêques (Abbaye dépendant de nul diocèse) et de leur donner juridiction sur les paroisses environnantes dont elles avaient la charge pastorale. L'ironie de l'histoire veut que l'on ait trouvé une abbaye - devenue église paroissiale à la Révolution - pour en faire le siège d'une institution : la Mission de France, qui est au service de tous les diocèses de France. Mais comme le disait Patrick Valdrini lorsque nous discutons de ces choses dans les années quatre-vingt : le droit n'est pas fait pour brimer la vie mais pour la servir !

Qu'est-ce donc qu'une Prélature territoriale ? Le canon 370⁴ énonce : « La prélature territoriale ou l'abbaye territoriale est une portion déterminée du peuple de Dieu, territorialement circonscrite, dont la charge, à cause de circonstances spéciales, est confiée à un prélat ou à un abbé qui la gouverne comme son pasteur propre, à l'instar de l'Évêque diocésain. » Ironie de l'histoire toujours : la Mission de France n'a pas de « peuple propre ». Et le fait qu'elle ait associé depuis 2002 des chrétiens non ordonnés à la mission qui lui est confiée, ne fait pas de ces derniers un peuple propre. Si elle est, par « grâce propre », relative en tout premier lieu aux non-chrétiens, ce sont eux qui sont son « peuple propre » et ils débordent infiniment son territoire !

Ainsi, aux termes de sa Constitution, la Mission de France a été érigée en Prélature *nullius*, ayant son propre territoire et son propre Prélat ordinaire. Ce territoire, soustrait à la juridiction de l'archevêque de Sens-Auxerre, est celui

3. Ne pas confondre avec une « prélature personnelle ». Celle-ci est liée au charisme d'un fondateur. Notre « grâce propre », notre « charisme » est lié au ministère épiscopal dans sa dimension missionnaire et, s'il fallait le préciser, je dirais qu'il est plus de l'ordre des priorités : les « autres », et du style dans la manière de vivre le ministère confié.

4. Selon le code de droit canon de 1983.

de la paroisse de Pontigny. Dans ses dimensions modestes et ses limites bien définies, il contiendra, disait le texte, la maison principale de la Mission avec l'église et les bâtiments adjacents ainsi que son séminaire. Depuis 1967, ils ont tous émigré dans le Val de Marne, à Fontenay-sous-Bois puis au Perreux. L'ancienne Prélature est propriété de la commune, les autres bâtiments de la région. Quant à la « paroisse » elle fait partie du secteur pastoral de la Vallée du Serein (diocèse de Sens-Auxerre) dont Maxime de Saint-Pern est le modérateur. Il reste donc l'abbatiale elle-même et la maison d'accueil gérée par l'Association des Rendez-vous de Pontigny.

Dans ces conditions, « on a tout faux ! » et que la LAC me demande de réfléchir à la signification actuelle de la Prélature territoriale ne manque pas de sel...

Pourquoi un territoire ?

Quoi qu'il en soit de la réalité de la présence de la Mission de France sur « son » territoire, il n'est pas sans signification que le droit ait tenu

à ce qu'elle en ait un. Comme le dit un jour Jean-Pierre Fouilleul⁵ : « tout commence par les pieds » et, là où l'on a les pieds, on a aussi le cœur et la tête ! Alors que dans la première moitié du xx^e siècle, on redécouvrait ce que l'on appelait la « loi de l'Incarnation », c'eût été un comble d'être hors-sol et hors-temps.

De ce point de vue, le lieu de Pontigny conjoignait au moins trois dimensions qui continuent à nous toucher de près : c'est un lieu de tradition monastique et donc de prière. Mais ce fut aussi l'habitat de moines défricheurs de terres et initiateurs d'artisanat et d'art. Lors des célébrations de l'an dernier pour le neuvième centenaire de la fondation, l'abbé de Cîteaux s'est plu à souligner le lien profond de la prière (*ora*) et du travail (*labora*) avec notre vocation. Mais c'est aussi un pays que l'Église n'a pas su ou pas pu accompagner dans son histoire et dont les habitants ont été marqués par le jansénisme, la franc-maçonnerie, l'anticléricalisme et bien d'autres réalités économiques et sociales qui ont creusé la distance. Cela ne veut pas dire qu'il n'y ait pas d'attente vis-à-

5. Jean-Pierre est en Chine après avoir travaillé dans les BTP, de la Normandie à la Terre Adélie.

vis de l'Église. En témoigne encore l'espèce de rancœur des plus anciens habitants du village qui se sont sentis lâchés lorsque la Mission de France a quitté Pontigny après que les séminaristes aient lié, de toutes sortes de manières, des liens d'amitié et de confiance avec eux. On ne quitte pas impunément un sol dans lequel on s'est enraciné... ni des hommes et des femmes qui vous ont donné leur confiance en vous accueillant chez eux !

Le territoire des autres

Ce qui fait la force d'un territoire, d'une communauté ecclésiale enracinée dans un terroir, ce sont les racines, l'histoire, l'être-ensemble (qui n'est pas toujours, il s'en faut, un vivre-ensemble) et la destinée. Mais toute communauté ecclésiale n'est pas liée à un territoire. Les mouvements d'action catholique, par exemple, ont été pensés et vécus en fonction de ce que l'on a appelé des « milieux », des réalités socioculturelles.

Il me semble que la Mission de France, par sa vocation et par son histoire, a échappé à ces clivages, quel qu'en soit le bien fondé.

Ce sont les autres en tant qu'« autres » à qui nous sommes destinés. Et, de fait, les formes d'insertion de nos communautés, les services divers dans lesquels nous nous sommes engagés ont pu recouper d'un point de vue ecclésial, des réalités territoriales (paroisses), non territoriales (aumôneries) et même si je puis dire « virtuelles » - je pense à celles et ceux d'entre nous qui ont vécu ou vivent en Chine - ce qui ne veut pas dire imaginaires, mais « en attente ». Mais je pense aussi à ceux d'entre nous qui ont vécu ou vivent parmi les saisonniers, les migrants, les marins, les déplacés de toute sorte.

À dire vrai, cette manière d'aborder la question ne correspond pas à la logique profonde de la Mission de France. Car la logique de fond a été et demeure le partage de la vie de tout le monde et ce sont les logiques du travail, les contraintes de l'habitat, les engagements sociaux ou politiques, les immersions culturelles, les solidarités choisies avec les pauvres ou les souffrants qui ont conduit et déterminé notre présence. Alors on a pu dire « pays », « terroirs », « quartiers », « ensembles », « étranger » mais toutes ces réalités étaient celles que l'on

partageait par la logique de l'existence avec les autres et non en fonction d'une « carte » ecclésiastique quelconque.

Cela ne veut pas dire que nous sommes en l'air, mais que le territoire pour nous est d'abord celui d'une présence ou d'une « culture » que l'on s'efforce de partager. Dans tous les sens du terme, les deux - territoire et culture - vont bien ensemble. Et pour s'y enraciner, les deux demandent ouverture, disponibilité, patience, apprentissage, compagnonnage, etc.

En ce sens, le seul qui compte vraiment, la Mission de France n'a jamais été sans territoire, elle a été et elle doit demeurer l'hôte du territoire des autres. Ceux d'entre nous qui ont eu ou qui ont la grâce de vivre à l'étranger, le perçoivent immédiatement. Mais cela devient de plus en plus évident dans la société française, irrégulière, plurielle, multidimensionnelle. Que de fois avons-nous souligné l'heureuse ambivalence du mot « hôte » dans la langue française qui emploie le même mot pour celui qui est reçu et celui qui reçoit

Enfin, le fait d'être sans territoire propre nous fait nomades. Ce thème de la « tente »

était courant à Lisieux... Nous ne serons jamais arrivés, jamais installés, notre territoire, comme le Royaume, est à la fois intérieur et en avant de nous. C'est le territoire des autres, une terre promise.

Les « autres » sont nos maîtres

Tout ceci m'a conduit à mieux comprendre aujourd'hui (il est temps !) une réalité fondamentale de la Mission de France. À juste titre, beaucoup d'entre nous ont eu le sentiment que le concile Vatican II ratifiait beaucoup des intuitions qui avaient présidé à notre existence. Parmi elles il y avait non seulement la conviction que la mission était la raison d'être de l'Église, mais il y avait un changement profond dans le rapport aux autres. Ces autres qui n'étaient pas catholiques, ni même chrétiens parce qu'ils croyaient autrement à Dieu ou qu'ils n'y croyaient pas du tout, on les considérait pour eux-mêmes, on allait vers eux, on les écoutait, on entrait en dialogue avec eux, on attendait quelque chose d'eux, non seulement sur l'homme mais sur la compréhension de Dieu, y compris quand ils n'y croyaient pas.

Or il y a deux manières - non exclusives sans doute - de risquer la foi dans ce rapport aux autres. Pour reprendre une topologie chère à l'évêque de Rome, François, on peut partir du centre ou de la périphérie.

Partir du centre, c'est partir de la Communauté rassemblée, de son territoire, de son histoire, de son héritage spirituel et théologique dans sa variété et élargir la tente pour faire place aux autres. De ce point de vue on s'efforcera d'aménager l'espace, d'adapter le langage et la pensée, de retravailler l'acquis pour faire droit à l'apport des autres. En ce sens on a vu l'intérêt et les limites des adaptations liturgiques dans le cadre de ce que l'on appelle l'inculturation de la foi. Au fond, la rencontre des autres provoque ou appelle des réaménagements du déjà-connu de Dieu, du Christ, de l'homme, mais elle ne le remet pas en cause.

Se déplacer à la périphérie, naturellement avec sa foi, mais sans « sanctuariser »⁶ son expression et dans l'ouverture à un inédit, un inouï venu de la rencontre et du dialogue avec les autres, est une autre opération. Il s'agit bien

alors d'habiter le territoire des autres, d'entrer autant que possible dans leur histoire, leur culture et leur spiritualité pour découvrir et entendre autre chose que ce que l'on sait parce qu'on l'a reçu de l'histoire chrétienne d'avant. C'est se libérer de tout préalable pour pouvoir entendre autre chose, voir autrement, comprendre le mystère chrétien à partir d'un autre lieu humain. Commence alors un vrai travail théologique qui n'est pas de réaménagement mais de penser différemment. Bien qu'il s'agisse - cela va sans dire mais il vaut mieux le dire quand même - du même Mystère chrétien, car de fondement il n'y en a pas d'autre que le Christ Jésus. On n'est plus, là, sur un territoire qui s'élargit en cercles concentriques du Christ à son Corps ecclésial et à l'humanité, mais dans une triangulation qui met en relation la Source christique, le Corps ecclésial et l'humanité. Ce qui, entre autres choses, sous-tend cette perspective, c'est la conviction si fortement mise en avant par Jean-Paul II que l'Esprit de Dieu est présent à toute réalité humaine et que la Parole de Dieu n'est pas à entendre seulement

6. L'expression est de Pascal Wintzer, archevêque de Poitiers et président de l'Observatoire Foi et Culture.

dans la Bible, mais dans les paroles des hommes et dans leur histoire quand elles servent l'humanité des hommes (Benoît XVI, *Discours aux Bernardins*, Paris, le 13 février 2013). Et la contrepartie indispensable de cette position est l'obligation faite à celles et ceux qui risquent ainsi la foi dans le dialogue avec d'autres de rendre compte⁷ à l'Église-mère de ce qu'ils sont amenés à élaborer en fait d'intelligence de la foi à partir de ces autres dont ils sont devenus les compagnons de route car ils ou elles se sont enracinés dans leur terroir.

J'ajoute une chose qui touche sans doute à l'originalité de la Mission de France. Cette correspondance centre-périphérie n'est pas nouvelle dans l'Église. Mais, pendant des siècles, ce sont les religieux et les religieuses qui allaient à la périphérie : ils partaient pour ne plus jamais revenir ou, s'ils revenaient, c'était

pour appeler de plus jeunes à leur emboîter le pas, à peu près jamais pour rapporter aux communautés d'où ils étaient partis ce qui les avait changés, ce qui interrogeait leur foi, ce qui ouvrait de nouveaux chemins dans la vie ecclésiale. (Il faut bien dire aussi que très souvent ils exportaient là-bas ce qu'ils avaient reçu ici) La nouveauté de la Mission de France a été et demeure que ce soient des prêtres diocésains directement collaborateurs des évêques qui vivent à la périphérie et qui, de là, apportent la vie, le regard, les questions, les convictions des « autres ». Et, c'est humain et sociologique, le centre a toujours plus de poids que la périphérie, il est d'abord préoccupé de soi avant d'être préoccupé de rejoindre les autres dans la gratuité, ce qui explique pour une grande part la difficulté à maintenir l'élan de la Mission de France. Raison de plus pour qu'elle vive !

7. Dans le jargon de la Mission de France, il s'agit du « retour de mission ». Mais je n'aime pas ce mot car on ne retourne jamais de mission...

Épître à Diognète

Ce texte date du 2^{ème} siècle. Nous n'en connaissons pas l'auteur mais il fait partie de ceux qu'on qualifie «d'apologistes» qui cherchent à montrer que la foi n'est contraire ni à la raison ni aux mœurs des pays où habitent les chrétiens.

Car les chrétiens ne se distinguent des autres hommes ni par le pays, ni par le langage, ni par les vêtements. Ils n'habitent pas de villes qui leur soient propres, ils ne se servent pas de quelque dialecte extraordinaire, leur genre de vie n'a rien de singulier. Ce n'est pas à l'imagination ou aux rêveries d'esprits agités que leur doctrine doit sa découverte ; ils ne se font pas, comme tant d'autres, les champions d'une doctrine humaine. Ils se répartissent dans les cités grecques et barbares suivant le lot échu à chacun ; ils se conforment aux usages locaux pour les vêtements, la nourriture et la manière de vivre, tout en manifestant les lois extraordinaires et vraiment paradoxales de leur république spirituelle. Ils résident chacun dans sa propre patrie, mais comme des étrangers domiciliés [paroikoi]. Ils s'acquittent de tous leurs devoirs de citoyens et supportent toutes les charges comme des étrangers. Toute terre étrangère leur est une patrie et toute patrie une terre étrangère. Ils se marient comme tout le monde, ils ont des enfants, mais ils n'abandonnent pas leurs nouveau-nés. Ils partagent tous la même table, mais non la même couche.

Ils sont dans la chair, mais ne vivent pas selon la chair. Ils passent leur vie sur la terre, mais sont citoyens du ciel. Ils obéissent aux lois établies et leur manière de vivre l'emporte en perfection sur les lois.

Le lieu christique

Par Pierre Chamard-Bois



Au sein de la Communauté Mission de France, Pierre est membre de l'équipe de Basse Bretagne.

Il participe régulièrement à l'animation de la session «Bible et Mer».

Nous partirons de quelques versets du chapitre 4 de l'Évangile selon Jean pour rechercher où est notre lieu au milieu des humains :

19 « Seigneur, j'observe que tu es un prophète. 20 Nos pères ont adoré sur cette montagne ; et vous, vous dites que c'est à Jérusalem, le lieu où il faut adorer. »

21 Jésus lui dit : « Crois-moi, femme, l'heure vient où ce n'est ni sur cette montagne, ni à Jérusalem que vous adorerez le Père. 22 Vous, vous adorez ce que vous ne connaissez pas ; nous, nous adorons ce que nous connaissons parce que le salut vient des Juifs. 23 Mais vient une heure et c'est maintenant, où les véritables ado-

rateurs adoreront le Père dans esprit et vérité ; en effet c'est ceux qui l'adorent que le Père cherche. 24 Dieu est esprit, et il faut que ceux qui l'adorent, l'adorent dans esprit et vérité. » (*Jean 4, 19-24*).

Une femme samaritaine rencontre Jésus, un homme juif, à la source de Jacob. Dans la conversation qui s'engage entre eux, les différences qui les séparent sont successivement abordées. Dans ce passage, la différence entre Samaritain et Juif est traduite par deux lieux différents : la montagne de Samarie et Jérusalem. La question posée est celle du lieu d'adoration. Que faire de ces lieux différents ? En privilégier un ? Considérer que tout lieu est possible ? Ce n'est pas une question sans importance : le lieu dit à la fois les adorateurs et le Dieu adoré. Est aussi en question la vérité : être dans le vrai, croire au « vrai » Dieu.

Dans la Bible, les lieux et les territoires ne désignent pas simplement des repères géogra-

phiques. Ainsi, la rencontre entre Jésus et cette femme est introduite par : « Il (Jésus) quitta la Judée et s'en alla de nouveau vers la Galilée. Il lui fallait traverser la Samarie. » Si on se réfère simplement à la géographie, il n'était pas obligatoire de passer par la Samarie pour aller de la Judée à la Galilée. Cette nécessité de traverser la Samarie n'est pas territoriale : elle s'entend à un autre niveau. Ce récit parle, entre autres ¹, du trajet de l'annonce de l'Évangile quand les disciples, chassés de Jérusalem par la persécution, après le martyre d'Étienne (Actes 8), se dispersèrent jusqu'en Samarie. Comment ces « hérétiques » de la foi, comme les considéraient les Judéens, pourraient-ils recevoir l'annonce du salut ? Le territoire dit une longue histoire, des pratiques culturelles et religieuses communes, une identité, des différences avec les étrangers. Au sein même d'un territoire, des lieux sont marqués. Ainsi le puits de Jacob, la montagne de Samarie. Un territoire est un micro-monde. Il comporte une unité et des différences internes.

1. Ce n'est qu'une des multiples auditions possibles de ce passage.

Jésus ne propose pas d'élargir les lieux d'adoration à l'universel. Il aurait pu dire que toute contrée sur terre est lieu possible d'adoration. Il ne dit pas qu'il s'agit d'adorer à Jérusalem et en Samarie et en toute contrée sous le ciel. Par cette expression qui semble énigmatique, « dans esprit et vérité », il désigne un autre « lieu ». Propose-t-il une autre conception de l'adoration ? Suggère-t-il qu'il faut rompre avec l'idée qu'on adore à partir de quelque part ?

Nous y reviendrons. Un petit détour peut nous aider à avancer.

La traversée des frontières

Déjà dans le Premier Testament, les frontières sont poreuses. « À son fils Moïse donna le nom de Gershom car, dit-il, " Je suis devenu un immigré en terre étrangère ". » (*Exode 2, 22*) Comme Jésus le rappelle à ses compatriotes de Nazareth, le prophète Élie a été envoyé à une veuve de Sarepta en Sidon, le prophète Élisée

a guéri un syrien, Naaman. La Moabite Ruth a engendré pour l'Israélite Noémie Oved, le grand-père de David. Les traces de cette circulation entre Israël et les nations foisonnent. Et tous les efforts pour enclorre le Dieu d'Israël dans les frontières de son peuple échouent.

Dans les évangiles, particulièrement dans l'évangile selon Marc, Jésus se tient sur des frontières, par exemple le long de la mer ou en parcourant la Décapole, où il traverse des limites, d'une rive à l'autre du lac. Il est en déplacement continu. Il n'a pas de lieu où reposer sa tête ².

Dans sa patrie, Nazareth, il ne peut demeurer car, identifié à sa famille, il n'est pas reconnu comme prophète. Et quand même les siens viennent le chercher, il répond : « Qui est ma mère, et qui sont mes frères ? Étendant sa main sur ses disciples, il dit : " Voici ma mère et mes frères. Car, quiconque fait la volonté de mon Père qui est dans les cieux, celui-là est mon frère, et ma sœur, et ma mère. " » (*Mt 12, 49*)

2. « Les renards ont des tanières, et les oiseaux du ciel ont des nids ; mais le Fils de l'homme n'a pas où reposer sa tête. » (*Mt 8, 20*)

Dans l'évangile selon Jean, une belle figure déploie cela : « Je suis la porte » (*Jean* 10, 9). Il est ouverture de l'enclos de la Loi. Un autre enclos apparaît alors : celui de ceux qui ne sont pas nés sous la Loi. Il n'est ni du premier enclos, ni de l'autre. Il est lieu de passage.

Le livre des Actes des Apôtres est aussi l'histoire de traversées des frontières. De Jérusalem en Samarie, sur la route de l'Éthiopie, vers l'Asie Mineure, puis la traversée vers la Grèce, et jusqu'à Rome, sans oublier une incursion chez les barbares³. Des germes d'Église apparaissent là où passent Paul et ses compagnons. Mais l'Apôtre s'arrête très peu en chemin. Il reprend la route, poussé par l'Esprit, pour traverser une nouvelle frontière. Lui qui a combattu les « frères du chemin » comme étaient appelés les premiers chrétiens, il en est devenu l'icône itinérante.

Spontanément, nous pensons qu'une frontière est une limite entre deux territoires. Pour la Bible, elle est un lieu en tant que tel, un

temps entre deux moments, où adviennent des événements de révélation. On peut par exemple considérer que le désert où les hébreux ont cheminé pendant quarante ans est une frontière, entre le pays de l'esclavage et la terre promise. Dans cet entre-deux, la Loi fut donnée au peuple d'Israël. Entre les deux rives du lac, Jésus donne à voir de lui sa filiation divine : marche sur les eaux, tempête apaisée. Le sommet de la haute montagne est aussi une frontière, entre la terre et le ciel : l'épisode de la transfiguration de Jésus l'inscrit dans la continuité de ce que Moïse et Elie reçurent comme révélation sur la montagne.

La frontière est lieu par excellence de révélation, de présence, de rencontre, de reconnaissance. Le Ressuscité apparaît à la frontière du visible et de l'invisible. Ce lieu christique est un non-lieu pour le commun des mortels qui y voit la mort. De même, le temps christique est le non-temps de ce temps chronologique qui rapproche inexorablement les vivants de la mort. « L'heure vient et c'est maintenant. »

3. Synonymes de non civilisés, ni Grecs, ni Romains (*Actes* 28, 2 et suivants).

En esprit et en vérité

Cette expression est typiquement johannique : deux mots pour évoquer une unique chose. Le mot "en" traduit en fait dans : dans *esprit et vérité*. Il s'agit bien d'un lieu. Comme nous l'avons vu, il transcende territoires et frontières. Qu'est-ce que l'esprit quand il est dans l'orbite de la vérité et qu'est-ce que la vérité dans l'orbite de l'esprit ?

L'esprit remplit, en particulier le corps. Nous connaissons l'expression : *il (ou elle) fut rempli(e) d'esprit*. Il remplit aussi l'univers.

La vérité n'est pas un état, une connaissance que l'on pourrait acquérir. La vérité a ici la signification du mot grec *alethia* : ce qui n'est pas caché, ce qui est dévoilé⁴. Dans l'évangile, c'est un des noms du Christ⁵. Se tenir dans la vérité c'est se tenir en lui, ou plus précisément en son Corps en tant qu'il est révélation du Père⁶.

En *esprit et vérité* pourrait ainsi évoquer le Corps disséminé du Christ, la présence du Père en tout territoire. En effet, là où on s'attendrait à l'expression « Dieu est Père », est donné « Dieu est esprit » (v. 24). Par l'esprit qui évoque la diffusion du Corps du Fils, le Père est présent en tout lieu.

Tout cela peut sembler abstrait. Tentons une expression qui rejoigne notre expérience. En reconnaissant l'action de l'Esprit qui nous précède en tout lieu, en toute culture, en toute religion, nous reconnaissons que le Père y est présent. C'est le fondement de la mission. Ainsi dans *les Actes des Apôtres*, l'Esprit précède toujours Pierre, Paul et les autres compagnons. Ils n'arrivent pas en terrain vierge, mais sur des terres déjàensemencées.

Les semences n'ont pas encore levé, ou ce qu'elles produisent n'est pas encore reconnu. L'œuvre des ouvriers pour la moisson que nous sommes n'est pas de déterrer les semences pour

4. Et non pas ce qui n'est pas faux. La vérité n'est pas le contraire de fausseté dans l'évangile, mais de caché.

5. « Je suis le chemin, la vérité, la vie. » (Jn 14, 6).

6. Il s'agit bien d'adorer le Père comme le précisent les versets 21 et 23.

les exposer ni de tirer sur les pousses. Mais de faire entendre la Parole qui prend corps en nous pour que cette reconnaissance se fasse par les personnes mêmes qui en sont le terreau. Pour cela, il ne s'agit pas de parler à partir des cultures, des traditions, des rites des lieux où nous sommes envoyés. Il ne s'agit pas d'inculturer l'Évangile : c'est fait avant même que nous n'arrivions puisque les semences y ont déjà été enfouies. Il faudrait plutôt l'ex-culturer : les particularismes, les différences qui visent à se distinguer des autres, les protections qui voudraient garantir l'identité que toute culture génère, sont des obstacles. Chacun est unique, non du fait d'une combinaison inédite d'éléments de son histoire, de sa culture, de son lien à une religion. Il est unique par le dévoilement de sa condition de fils ou de fille du Père dans le Fils.

Qu'est-ce qui reste quand il ne reste rien de tout ce qui nous a constitués et nous constitue encore largement ? De nous tenir dans esprit et vérité. Nous y serons avec les humains qui, en tout lieu, ont cette expérience de détache-

ment du fait des circonstances de l'existence, de l'écoute de la Parole dans les sagesse ou les religions.

En tout lieu, nous sommes des émigrés en terre étrangère, quêteurs d'hospitalité, parfois aux lieux même de notre naissance, de nos actuelles demeures. Nous ne portons pas d'autre passeport que ces Écritures qui nous engendrent quand nous y écoutons la Parole. L'appartenance à un territoire, à une culture propre, notre identification par des modes de vie, des rites religieux, des philosophies de l'existence, sont vouées à s'éteindre. Nous ne disparaîtrons pas avec elles, car notre cité, au milieu des villes, des campagnes et des déserts, est cette Jérusalem céleste qui est descendue du ciel : les portes y sont toujours ouvertes afin que quiconque ait accès à la source et à l'arbre de vie. Nous nous tenons simplement à ces portes pour montrer le chemin et accueillir au nom du Fils ceux qui, conduits par l'Esprit, en quête de bonheur, passent devant sans les voir.



Encyclique *Laudato Si'*

Par Dominique Fontaine

Ce numéro consacré à la question du Territoire entre en résonance avec l'encyclique du pape François sur l'écologie intégrale. Le pape élargit singulièrement notre territoire, puisqu'il nous situe d'emblée sur notre planète comme notre « maison commune ». Il fut un temps où la Mission de France avait lancé, à Pentecôte 90, le slogan : « notre village c'est la Planète ».

Le pape insiste sur quatre expressions : tout est donné, tout est lié, tout est fragile, tout n'est pas perdu. Avec cette encyclique, nous voilà armés pour penser, avec tous les hommes de bonne volonté, un grand projet pour l'humanité du 21^{ème} siècle, et pour nous retrousser les manches sans sombrer dans le défaitisme.

Les quelques extraits qui suivent ont pour but de vous donner envie de lire et de méditer ce grand texte, qui aborde de nombreuses dimensions des problèmes de l'humanité sur cette planète.

Nous ne sommes pas Dieu. La terre nous précède et nous a été donnée. Cela permet de répondre à une accusation lancée contre la pensée judéo-chrétienne : il a été dit que, à partir du récit de la Genèse qui in-

vite à "dominer" la terre (cf. Gn 1, 28), on favoriserait l'exploitation sauvage de la nature en présentant une image de l'être humain comme dominateur et destructeur. Ce n'est pas une interprétation correcte de la Bible, comme la comprend l'Église. S'il est vrai que, parfois, nous les chrétiens avons mal interprété les Écritures, nous devons rejeter aujourd'hui avec force que, du fait d'avoir été créés à l'image de Dieu et de la mission de dominer la terre, découle pour nous une domination absolue sur les autres créatures. Il est important de lire les textes bibliques dans leur contexte, avec une herméneutique adéquate, et de se souvenir qu'ils nous invitent à "cultiver et garder" le jardin du monde (cf. Gn 2, 15). Alors que "cultiver" signifie labourer, défricher ou travailler, "garder" signifie protéger, sauvegarder, préserver, soigner, surveiller. Cela implique une relation de réciprocité responsable entre l'être humain et la nature. Chaque communauté peut prélever de la bonté de la terre ce qui lui est nécessaire pour survivre, mais elle a aussi le devoir de la sauvegarder et de garantir la continuité de sa fertilité pour les générations futures. (67)

Pour la tradition judéo-chrétienne, dire "création", c'est signifier plus que "nature", parce qu'il y a un rapport avec un projet de l'amour de Dieu dans lequel chaque créature a une valeur et une signification. La nature s'entend d'habitude comme un système qui s'analyse, se comprend et se gère, mais la création peut seulement être comprise comme un don qui surgit de la main ouverte du Père de tous, comme une réalité illuminée par l'amour qui nous appelle à une communion universelle. (76)

L'aboutissement de la marche de l'univers se trouve dans la plénitude de Dieu, qui a été atteinte par le Christ ressuscité, axe de la maturation

universelle¹. Nous ajoutons ainsi un argument de plus pour rejeter toute domination despotique et irresponsable de l'être humain sur les autres créatures. La fin ultime des autres créatures, ce n'est pas nous. Mais elles avancent toutes, avec nous et par nous, jusqu'au terme commun qui est Dieu, dans une plénitude transcendante où le Christ ressuscité embrasse et illumine tout ; car l'être humain, doué d'intelligence et d'amour, attiré par la plénitude du Christ, est appelé à reconduire toutes les créatures à leur Créateur. (83)

Le sentiment d'union intime avec les autres êtres de la nature ne peut pas être réel si en même temps il n'y a pas dans le cœur de la tendresse, de la compassion et de la préoccupation pour les autres êtres humains. L'incohérence est évidente de la part de celui qui lutte contre le trafic d'animaux en voie d'extinction mais qui reste complètement indifférent face à la traite des personnes, se désintéresse des pauvres, ou s'emploie à détruire un autre être humain qui lui déplaît. Ceci met en péril le sens de la lutte pour l'environnement. Ce n'est pas un hasard si dans l'hymne à la création où saint François loue Dieu pour ses créatures, il ajoute ceci : « Loué sois-tu, mon Seigneur, pour ceux qui pardonnent par amour pour toi ». Tout est lié. Il faut donc une préoccupation pour l'environnement unie à un amour sincère envers les êtres humains, et à un engagement constant pour les problèmes de la société. (91)

Aujourd'hui croyants et non croyants, nous sommes d'accord sur le fait que la terre est essentiellement un héritage commun, dont les fruits doivent

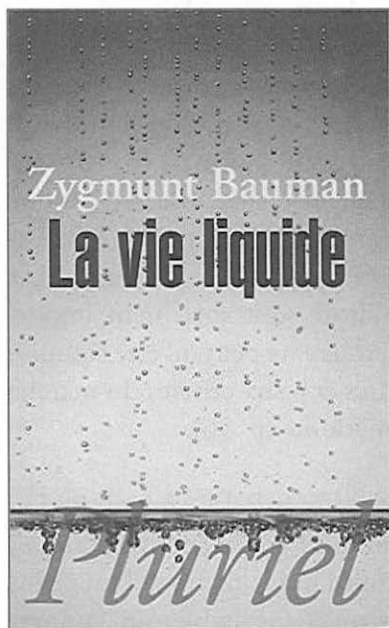
1. L'apport de P. Teilhard de Chardin se situe dans cette perspective.

bénéficier à tous. Pour les croyants cela devient une question de fidélité au Créateur, puisque Dieu a créé le monde pour tous. Par conséquent, toute approche écologique doit incorporer une perspective sociale qui prenne en compte les droits fondamentaux des plus défavorisés. Le principe de subordination de la propriété privée à la destination universelle des biens et, par conséquent, le droit universel à leur usage, est une "règle d'or" du comportement social, et le premier principe de tout l'ordre éthico-social. La tradition chrétienne n'a jamais reconnu comme absolu ou intouchable le droit à la propriété privée, et elle a souligné la fonction sociale de toute forme de propriété privée. (93)

Quand on parle d'"environnement", on désigne en particulier une relation, celle qui existe entre la nature et la société qui l'habite. Cela nous empêche de concevoir la nature comme séparée de nous ou comme un simple cadre de notre vie. Nous sommes inclus en elle, nous en sommes une partie, et nous sommes enchevêtrés avec elle. Les raisons pour lesquelles un endroit est pollué exigent une analyse du fonctionnement de la société, de son économie, de son comportement, de ses manières de comprendre la réalité. Étant donné l'ampleur des changements, il n'est plus possible de trouver une réponse spécifique et indépendante à chaque partie du problème. Il est fondamental de chercher des solutions intégrales qui prennent en compte les interactions des systèmes naturels entre eux et avec les systèmes sociaux. Il n'y a pas deux crises séparées, l'une environnementale et l'autre sociale, mais une seule et complexe crise socio-environnementale. Les possibilités de solution requièrent une approche intégrale pour combattre la pauvreté, pour rendre la dignité aux exclus et simultanément pour préserver la nature. (139)

La vie liquide

Par Bernard Michollet



Zygmunt Bauman : *La vie liquide*,
Paris, Pluriel, 2013, 254 p.

Dans son ouvrage publié en anglais il y a dix ans, le sociologue Zygmunt Bauman propose de prolonger son analyse de la modernité contemporaine, une « modernité liquide »¹. « Une société " moderne liquide " est celle où les conditions dans lesquelles ses membres agissent, changent en moins de temps qu'il n'en faut aux modes d'action pour se figer en habitudes et en routines. » (p. 7²) Cette société se caractérise par la

1. Zygmunt Bauman, né en Pologne où il a enseigné jusqu'en 1968, est désormais professeur honoraire de sociologie de l'université de Leeds (UK). Sa critique de la modernité débouche sur une analyse de la société occidentale en termes de liquidité (*Liquid Modernity*, Polity Press, 2000). *Liquid Life* (Oxford, 2005) est traduit en français en 2006 (Le Rouergue/Chambon).

2. La pagination est celle de l'édition de poche Pluriel 2013.

précarité étendue à toutes les réalités, par la mobilité et la vitesse. « La vie liquide est une vie de consommation » (p. 19) avec son corollaire, le déchet. En sept chapitres, l'auteur décline différentes conséquences de la modernité contemporaine occidentale sur la vie du sujet.

La société liquide engendre le sujet comme individu, c'est même un mot d'ordre. L'individualité qui se manifeste dans la différence devient alors une astreinte. « [Elle] est une tâche confiée à ses membres par la société des individus ³ [...] [tâche contradictoire qui va] à l'encontre du but recherché : de fait, il est impossible de l'accomplir » (p. 34) puisqu'elle nie le sujet libre. Cette société des individus est une contradiction en soi qui, dès lors, engendre malaise et mécontentement. La crise d'identité du sujet s'enracine dans cette aporie. Et la quête de sécurité pour vivre dans cette apparente liberté va croissant. L'écart hiérarchique entre ceux qui peuvent

jouer de cette situation et ceux qui la subissent en est augmenté.

L'avènement de la modernité avec l'étatisation avait transformé le martyr chrétien en héros, l'inutile en utile. Mais « alors que la société moderne liquide avance, avec son consumérisme endémique, martyrs et héros battent en retraite. » (p. 77) Aujourd'hui, « personne n'est censé souffrir » (p. 79) sauf s'il est légitimement châtié. Martyr comme héroïsme sont irrationnels. La société des individus ne valorise plus que les célébrités. Les effets sur la culture sont également importants. Cette dernière ne peut qu'être soumise aux gestionnaires et « aux critères du marché de la consommation » (p. 96).

« Le " progrès ", autrefois manifestation la plus extrême de l'optimisme radical [...] représente aujourd'hui la menace d'un changement incessant et inévitable qui [annonce] la crise et la pression continuelles [...]. »

3. Souligné par l'auteur.

(p. 109) Au lieu d'évoluer vers un sympathique village global, cette situation suscite un besoin de sécurité. Les populations sont en mouvement. Des villes s'érigent en communautés fermées pour s'en protéger. Le sens de la ville est en pleine mutation.

L'auteur ne ménage pas cette société liquide reposant sur la consommation. « [Le consumérisme est] une science économique de la tromperie, de l'excès et du déchet ; [...] [ceux-là formant] le seul régime pouvant assurer sa survie à une société de consommateurs. » (p. 130) Aucun objet rendu consommable n'échappe à la logique consumériste. Le marché est omniprésent. L'une de ses incidences est d'enrôler le corps. « [Le bien-être du corps du consommateur] constitue l'objectif premier de toute activité de vie [...]. » (p. 145) Nous assistons à une incurvation du sens du désir. Les « corps » qui sont hors norme se trouvent alors exclus du groupe, le a-normal doit être dissout. L'enfance est la victime collatérale de cette concep-

tion. D'avenir de la nation, les enfants sont devenus des êtres intégrés au système, des consommateurs en modèle réduit.

Dans un environnement devenu instable, l'éducation devient un processus continu destiné à adapter l'individu aux changements successifs. Elle entre en interaction avec le marché. Se faisant l'écho d'Arendt et d'Adorno, l'auteur termine par une réflexion sur les « sombres temps » qui sont les nôtres. La visée d'émancipation humaine de la modernité a laissé place à la juxtaposition d'expériences individuelles. Pour ne pas verser dans le nihilisme et pour lutter contre la paupérisation du grand nombre à l'échelle planétaire, l'auteur en appelle à « la renégociation et [à] la réforme du réseau d'interdépendances et d'interactions globales » (p. 241).

Penseur majeur de la " postmodernité ", Zygmunt Bauman décrit avec pertinence une société liquide. Il pose un diagnostic lucide sur l'état du monde en refusant d'être le

chantre de cette mondialisation. Son constat que la globalisation heureuse ne concerne qu'une minorité le conduit à refuser cet état des choses en restant arrimé à la rationalité

issue des Lumières.

Un livre pour « penser dans de sombres temps » (p. 204) sans baisser les bras.